



# DU MOIS

JOURNAL ASSOCIATIF D'INFORMATIONS LOCALES - PARAÎT AU DÉBUT DE CHAQUE MOIS

N° 235 - FÉVRIER 2016 - 2,50 EUROS

Épluchures  
et trognons :  
compostez  
en bas  
de chez vous

(p. 6)



# L'état d'urgence, ici et maintenant

(Dossier p. 2 à 4)



© Tessa Chéry (www.tessachery.com)

Impressionnant dispositif policier devant la mairie du 18e le 9 janvier, face aux quelques manifestants du foyer de la rue Marc Seguin protestant contre les perquisitions sans mandat dans leurs chambres.

Bailleurs sociaux :  
Des sous-traitants  
maltraitants (p. 7)

Handicap  
Ça roule mal  
dans le 18e (p. 8 et 9)

La Chapelle  
Campus Condorcet,  
un pôle d'excellence

(p. 11)

Goutte d'Or. L'Institut des cultures d'Islam :  
de problèmes en problèmes

(p. 13)

Montmartre. Rififi rue des Trois Frères,  
épisode 2

(p. 16)

Culture. Toulouse-Lautrec, héros de BD

(p. 19)

Portrait. Bachir Idrir, 40 ans à la pompe,  
rue Custine

(p.24)

École Pajol  
Des parents bloquent  
l'expulsion  
d'un sans-papiers

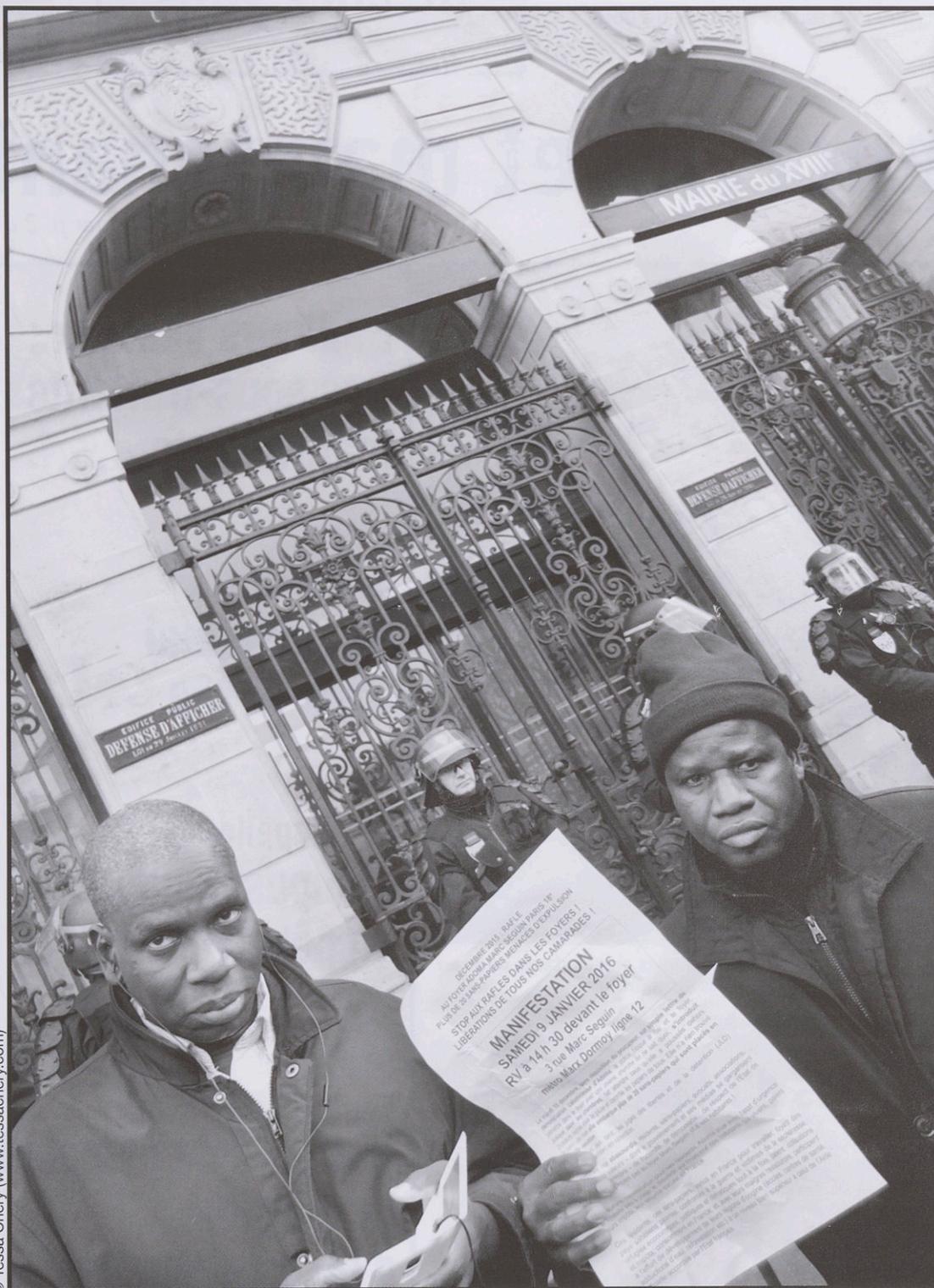
(p. 12)

Clignancourt  
De bars en caves  
rue Ramey (p. 14)

21 80 20 32713

# L'exercice de l'État (d'urgence) dans le 18e

Alors que la possible prorogation de l'état d'urgence défraie la chronique, les pleins pouvoirs donnés à la police prennent dans le 18e arrondissement des formes très concrètes, générant l'inquiétude. Retour sur les conséquences d'un virage sécuritaire pris à toute allure.



© Tessa Chéry (www.tessachery.com)

**Vingt-quatre sans-papiers en centre de rétention et quatre expulsions : les résidents du foyer de la rue Marc Seguin manifestent devant la mairie.**

**D**ans la cage d'escalier du 29 rue Affre, la quiétude a repris ses droits. Désormais, seul le râle lointain de la vie urbaine s'invite dans les lieux. Mais à tous les étages, les habitants se souviennent comme d'hier des événements du 25 novembre 2015 et de leur lot d'angoisses. « Les parties communes ont vite été prises d'assaut par des policiers en nombre, équipés pour une intervention musclée.

Nous avons d'abord cru à une opération d'envergure, de type Saint-Denis, contre des terroristes retranchés dans un appartement », confie un voisin. Il n'en était rien. Aucun assaillant, aucune menace. Pourtant, l'état d'urgence a frappé fort ce jour-là, et Albert Diabaté<sup>(1)</sup>, résident de l'immeuble, en a lourdement fait les frais.

À l'origine de l'affaire, une interpellation dans la rue pour une banale affaire de stupéfiants. Rien

d'extraordinaire dans le quartier. Mais rapidement, la méthode employée étonne. L'individu est plaqué au sol, violemment malmené par plusieurs policiers. Attiré par des bruits extérieurs inhabituels, Albert Diabaté se rend à sa fenêtre et somme les agents de modérer leurs gestes. « C'était excessif. Ils s'acharnaient physiquement sur lui alors qu'il était déjà maîtrisé depuis un moment », explique-t-il. Par un vocabulaire fleuri, les policiers font comprendre au riverain que l'affaire ne le regarde pas. Le ton monte et les forces de l'ordre décident de s'inviter chez le jeune homme pour lui signifier plus clairement qu'ils mènent leurs interventions comme ils l'entendent.

### Roué de coups

« Mais ils n'avaient pas repéré l'appartement dans lequel il fallait se rendre. Des renforts sont vite arrivés et, en un clin d'œil, une vingtaine d'agents parés à l'assaut se sont précipités dans les étages. Ils sont entrés dans les logements en invoquant l'état d'urgence, à la recherche du jeune voisin », tempête Christophe, l'un des habitants qui se trouvaient aux premières loges.

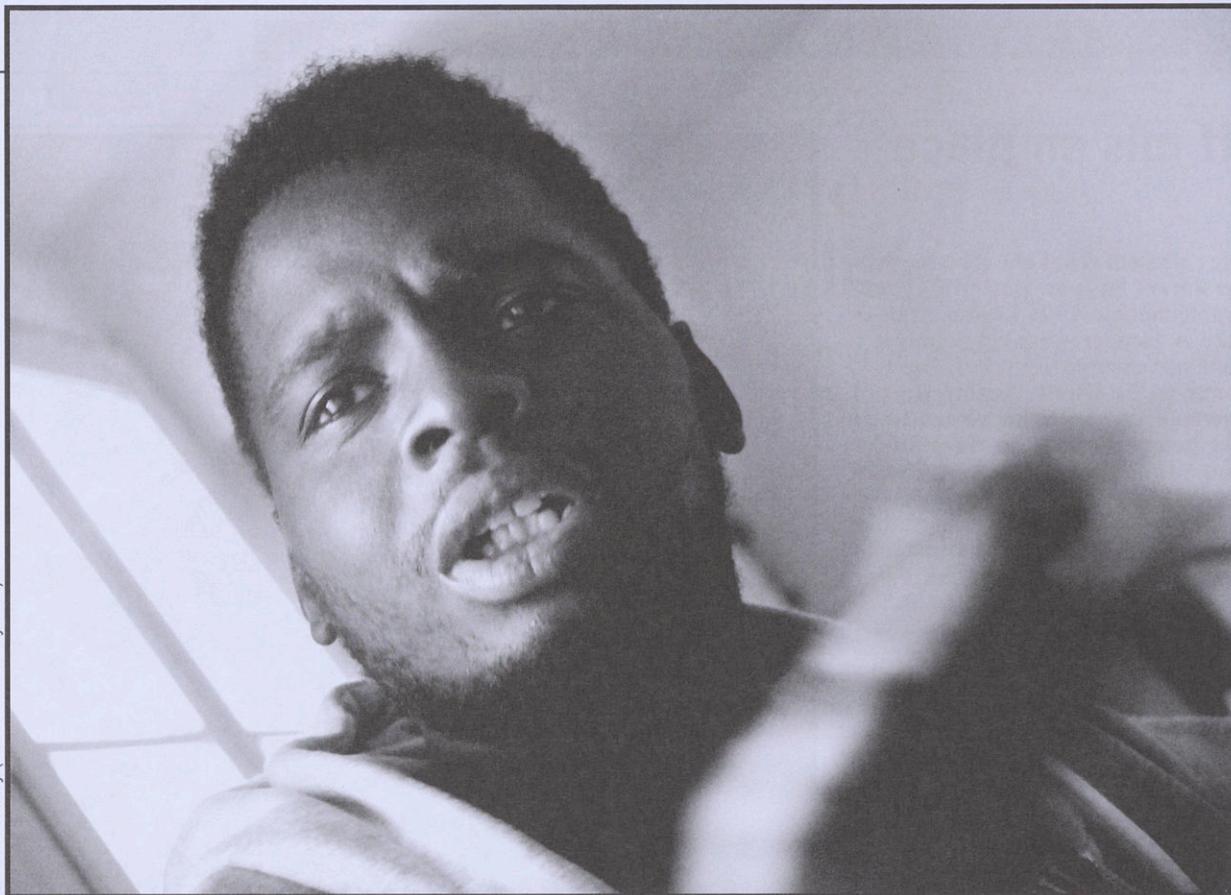
Les policiers finissent par trouver l'appartement d'Albert Diabaté et entrent sans ménagement. Un impact sur la porte d'entrée en témoigne toujours. « Je me suis retrouvé plaqué au sol, roué de coups. Ils prétendaient avoir entendu dans ma bouche des insultes, des termes comme « Daech », ce qui est totalement faux, et m'ont frappé de plus belle. Les hurlements de ma compagne n'y ont rien changé », raconte la victime. S'en suivent 24 h de garde à vue pour la jeune femme, 48 h pour lui.

Le bilan est d'abord physique. Une blessure persistante au poignet, une autre à la jambe. Les coups des policiers ont ravivé une ancienne douleur. Albert Diabaté devra subir une opération au genou dans les prochaines semaines. Cerise sur le gâteau : le verdict de son procès, début janvier, le condamne à 1 500 € d'amende pour outrage et rébellion. Le jeune habitant de la rue Affre est consterné mais parvient à se montrer plus qu'indulgent : « J'ai fait appel de la décision car je ne peux pas payer une telle somme. Je préférerais faire des travaux d'intérêt général qui ont le mérite d'avoir du sens et une utilité. »

### Des opérations manu militari

À peine trois semaines plus tard, une nouvelle démonstration de force sème l'effroi dans l'arrondissement. Cette fois-ci, la scène se déroule dans le quartier Marx Dormoy. « Au cours de l'après-midi, nous avons remarqué des fourgons de police garés dans la rue Marc Seguin et la rue Cugnot, raconte Katia Lamardelle, directrice du centre social Espace Torcy. Quelques heures plus tard, les bénévoles qui animent des ateliers sociolinguistiques viennent nous voir, s'étonnant du grand nombre d'absents lors de la séance du soir. Une trentaine de résidents du foyer voisin font partie de nos effectifs. Et là, presque personne. » Et pour cause. À deux pas, une descente policière inédite vient de se produire.

Le foyer de résidents de la rue Marc Seguin fait face à plusieurs difficultés qui ne sont pas récentes. La direction du foyer, géré par Adoma (ex-Sonacotra), se plaint depuis longtemps de problè-



© Tessa Chéry (www.tessachery.com)

**Pour avoir protesté contre la brutalité d'une arrestation, Albert Diabaté a été molesté et blessé par des policiers et... condamné à 1.500 € d'amende.**

mes de surpeuplement dans certaines chambres, ainsi que de trafics illicites. Parallèlement, à l'été 2014, les cuisines ont été fermées pour des raisons d'hygiène et de sécurité, retirant aux résidents toute possibilité de se préparer à manger. Pour contraindre Adoma à entreprendre des travaux, une grève des paiements de loyers avait été décidée par les résidents. Dépassée par les événements, la direction d'Adoma a demandé aux forces de l'ordre d'intervenir. Il n'en fallait pas davantage pour que la situation dérape.

« Les policiers ont frappé de manière indistincte à l'ensemble des chambres, accompagnés de chiens. Plusieurs résidents affirment que les agents ont avancé l'état d'urgence pour les contraindre à sortir », indique Catherine Chardin, membre de la section de la Ligue des droits de l'Homme du 18<sup>e</sup> arrondissement qui

suit cette affaire. « Ils sont entrés dans nos chambres et nous ont forcés à en sortir », confirme l'un d'entre eux. Mais aucun document officiel, ni au niveau du tribunal ni dans le procès-verbal des policiers, ne mentionne l'état d'urgence. « Le procès-verbal indique qu'une réquisition du procureur de la République figure en annexe, alors qu'il n'y a aucune annexe. Aucun mandat n'existe donc, autorisant les policiers à pénétrer dans les chambres du foyer », assure Catherine Chardin.

### Rétentions et expulsions

24 personnes sans-papiers ont été placées en centre de rétention administrative. À la mi-janvier, une dizaine d'entre elles se trouvait toujours en rétention, trois ont été reconduites en Italie qui était leur pays d'entrée, une autre a été expulsée vers l'Afrique. « Une opération qui s'est

déroulée dans les pires conditions : la personne ne souhaitait bien sûr pas quitter le pays. Elle a été attachée et jetée de force dans l'avion », relate Benjamin Lazard-Peillon, un bénévole du centre Espace Torcy engagé dans cette affaire. « Il y a là une démarche inadmissible dans laquelle les policiers ont profité de l'occasion pour déloger tous les sans-papiers et régler des affaires qui n'ont aucun rapport avec les plaintes d'Adoma », s'indigne Katia Lamardelle.

La mairie du 18<sup>e</sup> arrondissement et Colombe Brossel, adjointe à la mairie de Paris en charge notamment de la politique de la Ville et de l'Intégration, ont été contactées par le centre social et font part du caractère aberrant de cette situation. Dans un courrier adressé le 24 décembre 2015 au préfet de police de Paris Michel Cadot, Colombe Brossel,

## COP21 : des dizaines de manifestants au commissariat central du 18<sup>e</sup>

**D**imanche 29 novembre, c'est le début de la COP21. État d'urgence oblige, la manifestation de la société civile, prévue de longue date, se transforme en chaîne humaine de Nation à la place de la République. Les CRS sont présents en nombre. Un groupe de personnes cagoulées surgit sur la place et lance des projectiles aux CRS. Ils répondent par des lancers de grenades assourdissantes et lacrymogènes, et chargent l'ensemble des manifestants. Ils les rassemblent tous – environ 500 personnes – sur le côté

nord de la place où ils attendent ; plus de 300 personnes sont arrêtées et 187 seront ensuite placées en garde à vue.

Laurie Podavan a été emmenée au commissariat central du 18<sup>e</sup> avec près de 70 personnes. Elle témoigne sur un blog de Médiapart : « Nous avons tous été interpellés par les CRS entre 15 h 30 et 16 h 30. Nous quittons la Place de la République, deux heures après (...). Une fois arrivée à destination dans le 18<sup>e</sup> arrondissement, les policiers coupent le moteur, nous attendons encore près d'une heure dans le fourgon, sans

aération cette fois. Nous voyons des gendarmes arriver en renfort des policiers pour empêcher les gens de circuler dans la rue où nous sommes stationnés. Ils signalent aux gens du tabac d'en face qui tentent de sortir de rester à l'intérieur. » Sur les grilles des cellules, des feuilles imprimées indiquent « Réservée COP21 ». Ils y resteront plusieurs heures, une dizaine sera ensuite emmenée dans le 15<sup>e</sup>. In fine, selon la préfecture de police, seules deux interpellations sur 346 ont visé les violences en elles-mêmes.

**Sophie Roux**

Le 18<sup>e</sup> du mois est un journal d'information sur le 18<sup>e</sup> arrondissement, indépendant de toute organisation politique, religieuse ou syndicale.

Il est édité par l'association des Amis du 18<sup>e</sup> du mois.

76, rue Marcadet, 75018 Paris, tél. : 01 42 59 34 10

18dumois@gmail.com

Site : <http://18dumois.info>

Une permanence est assurée au local du 18<sup>e</sup> du mois tous les jours de 10 h à 12 h

● **Ont collaboré à ce numéro (rédaction entièrement bénévole)** : Christian Adnin, Joseph Banderet, Stéphane Bardinet, Hervé Baudry, Séverine Bourguignon, Virginie Chardin, Sylvie Chatelin, Tessa Chéry, Samuel Cincinnatus, Daniel Conrod, Michel Cyprien, Anne Farago, Marie-Odile Fargier, Florianne Finet, Danielle Fournier, Jacqueline Gamblin, Florian Gaudin-Winer, Alexandre Irollo, Annie Katz, Thierry Nectoux, Mathieu Neu, Sophie Roux, Charlotte Wattlelet.

● **Rédaction en chef** : Nadia Djabali avec Marie-Odile Fargier et Annie Katz (adjointes)

● **Correction** : Angela Gosmann

● **Bureau de l'association** : Noël Bouttier, président, Mathieu Le Floch, vice-président, Christian Adnin, trésorier, Günter Klode, trésorier-adjoint, Anne Bayley, secrétaire.

● **Communication et réseaux sociaux** : Marie-Pierre Nedelec

● **Responsable de la distribution** : Günter Klode

● **Responsable des abonnements** : Martine Souloumiac

● **Responsable de la mise sous pli** : Marika Hubert

● **Directeur de la publication** : Christian Adnin

● **Fondateurs** : Noël Monier et Jean-Yves Rognant

● **Rédactrice en chef forever** : Marie-Pierre Larrivé

**RETROUVEZ le 18<sup>e</sup> du mois sur les réseaux sociaux**



Taper facebook + Le 18<sup>e</sup> du mois



twitter : @le18edumois

Et bien sûr chez votre marchand de journaux

**Century 21**

SORIM

43 rue Ordener 75018 Paris

Métro : Marcadet Poissonniers

Tel : 01 42 59 09 09

ag442@century21france.fr

[www.century21-sorim-paris-18.com](http://www.century21-sorim-paris-18.com)

21 ans de vie de quartier !

21 ans d'expérience !

Estimation précise et gratuite en

21 H Chrono !

Notre équipe est toujours à votre service pour la réalisation de votre projet immobilier.

## Police : le dispositif mis en place dans le 18e

Nous avons interrogé la Commissaire principale du 18e, Valérie Goetz, qui nous a détaillé l'ensemble des mesures prises dans l'arrondissement au lendemain des attentats.

« La Mission prévention communication a rendu visite, depuis les attentats du 13 novembre, aux 118 établissements scolaires : écoles, collèges, lycées, université Sorbonne. Plusieurs dizaines de salles de spectacles et tous les lieux de culte ont été visités par d'autres unités afin de leur prodiguer des conseils sécurité basiques en termes de protection des bâtiments et des publics et employés. Deux réunions ont eu lieu au commissariat avec les responsables des établissements scolaires, toujours dans la même opti-

que ; elles ont réuni une centaine de personnes en tout. Des militaires supplémentaires – la Légion étrangère en janvier – ont été déployés pour surveiller de très près le Sacré-Cœur et les écoles : points fixes, patrouilles pédestres ou véhiculées. Les lieux rassemblant du public sont aussi concernés par ces patrouilles : Moulin rouge, théâtres, commerces. Les CRS sont mis à contribution pour épauler les forces de police du 18e, et chaque jour un véhicule est dédié à la surveillance des écoles, ainsi qu'à la détection des colis, individus et véhicules suspects. Des équipements supplémentaires lourds ont été apportés : gilets pare-balles, fusils à pompe, etc. » ■

associée à Ian Brossat, adjoint à la maire de Paris en charge du Logement et de l'hébergement d'urgence, ont indiqué leur « opposition à ce type d'opération qui perturbe les résidents », estimant que ceux-ci « doivent pouvoir jouir de la même sécurité que les autres Parisiens. » « Le maire de l'arrondissement nous explique qu'il travaille sur ce dossier tous les jours », confie Katia Lamardelle. Pourtant, la réalité se résume toujours à une population malmenée en toute illégalité. De l'aveu même d'une élue de la mairie du 18e, « la vérité est que le maire ne sait pas quoi faire de ce dossier. Il est conscient du caractère scandaleux de l'affaire, mais ne veut pas non plus œuvrer contre la politique du gouvernement, au cœur de laquelle se trouve l'état d'urgence. »

### Voix discordantes

Les yeux de dizaines de médias français et étrangers étaient rivés sur la rue de la Goutte d'Or, le 7 janvier dernier, lorsqu'un individu a été abattu par un policier devant le commissariat de quartier. Les conclusions

confiées sur place sont en un clin d'œil devenues des certitudes, relayées quasi instantanément par la plupart des journaux télévisés. Tarek Belgacem a menacé l'agent des forces de l'ordre d'un hachoir, portait une fausse ceinture d'explosifs, des messages pro-Daech dans ses poches et scandait « Allah Akbar » au moment de son attaque. L'affaire était entendue.

Mais plusieurs voix discordantes se sont fait entendre et peinent encore à être écoutées au-delà du quartier. Pour Sandra, une passante présente à l'heure funeste, cette version des faits ne tient pas : « J'ai vu l'homme se faire abattre. Je n'ai pas vu de hachoir ou de couteau dans ses mains au moment des tirs. Je peux par contre affirmer qu'il avait les mains en l'air lorsqu'on a ouvert le feu à plusieurs reprises. » Une déclaration depuis corroborée par d'autres témoins. « Et si l'homme était menaçant avec son arme blanche, pourquoi ne pas simplement lui avoir tiré dans le pied pour le neutraliser ? », s'interroge légitimement un voisin.

## Virage sécuritaire ?

L'état d'urgence sera-t-il la norme ou pas ? Du côté de la Ligue des droits de l'Homme (LDH), l'inquiétude est de mise. Elle craint que le gouvernement n'utilise ce régime « pour vérifier ce que font les gens, pour combattre ceux qui ne vont pas dans la ligne du gouvernement. » Le 19 janvier, la LDH a saisi le Conseil d'État pour demander la suspension de la mesure. « Les dérives constatées lors de la mise en œuvre de ce régime, associées à sa perte d'efficacité naturelle au cours du temps, plaident encore incontestablement en faveur de sa suspension. »

Mais dans tous les cas, un virage sécuritaire se négocie et fera vrai-

semblablement entrer le paysage judicairo-policier dans une nouvelle ère. Le projet de loi sur la lutte contre la criminalité organisée, présenté début février en Conseil des ministres, propose plusieurs thèmes phares parmi lesquels : les perquisitions facilitées pendant la nuit, la possibilité étendue de fouiller les bagages et les véhicules sur simple décision du préfet, ou encore la possibilité de retenir un individu pendant quatre heures pour des contrôles et vérifications étendus, laissée à l'appréciation des forces de l'ordre. Autant dire que lorsque l'état d'urgence aura disparu du vocabulaire ambiant, son esprit sera loin d'être dissipé. **M. N.**



© Tessa Chéry (www.tessachery.com)

Catherine Chardin, de la section du 18e de la Ligue des droits de l'Homme, dénonce une perquisition sans mandat au foyer Marc Seguin.

La famille de l'homme abattu a décidé de porter plainte contre X pour homicide volontaire. L'avocat sollicité par le père de la victime contredit la version livrée par le Parquet. Il déclarait sur le site du quotidien *Le Monde*, le 19 janvier dernier, que « ça a tout l'air d'être un homicide volontaire. Ils ont tiré pour l'abattre. Si on s'en tient à la thèse du Parquet, elle explique qu'il a exhibé une hache. Est-ce que le fait d'exhiber une arme justifie de tuer quelqu'un ? Est-ce que c'est proportionné ? » En réponse à ces faits et aux récents évé-

nements controversés, la Préfecture de police n'a pas souhaité communiquer.

D'autres habitants, qui tiennent à garder l'anonymat, confient que cette histoire n'est que le reflet de l'état d'esprit du moment. Avec l'état d'urgence, les violences policières, déjà décrites par le passé comme « récurrentes » dans le quartier, « sont en train de devenir la règle », craignent-ils. Les agents « semblent de plus en plus nerveux et de moins en moins conciliants ».

Mathieu Neu

1. Le nom a été modifié.

## Débat autour des relations entre médias et quartiers populaires

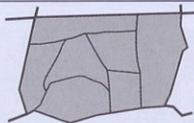
Le 3 février à 19h  
au centre Barbara-Fleury-Goutte d'Or  
(1 rue Fleury)

Avec les équipes du 18e du mois, du Bondy Blog et du magazine Fumigène

Projection du film *Bondy Blog, portrait de famille*, puis débat.

Organisé dans le cadre des soirées Parlons-en, rencontres et débats à la Goutte d'Or

Entrée libre dans la limite des places disponibles.  
Info: 01 42 54 84 74



# Maya Akkari : un conseil citoyen pour lutter contre les inégalités

Le conseil citoyen de notre arrondissement s'est réuni pour la première fois le 28 janvier. Pour quoi faire ? Questions à Maya Akkari, adjointe au maire du 18e, en charge de la politique de la Ville.



DR  
Maya Akkari : le conseil citoyen est une instance de réflexion et de participation.

### Le 18e du mois : Le rôle de ce conseil n'est pas très clair pour le citoyen moyen.

**Maya Akkari :** Le conseil citoyen est un outil pour la politique de la Ville. Sa mission, c'est de réfléchir aux moyens de réduire les inégalités en travaillant à partir des projets de territoire élaborés après les dernières élections municipales, sur la base des propositions d'habitants et acteurs locaux (voir encadré). Ce sera aux membres de ce conseil de définir ensuite ses méthodes, son calendrier, ses thèmes. Cinq quartiers de l'arrondissement sont en politique de la Ville : La Chapelle, la Goutte d'Or, la partie nord des Poissonniers, la Moskova et la cité Blémont.

### Justement, quelle est la différence entre cette nouvelle structure et les conseils de quartier ?

Le champ d'action des conseils de quartier est plus large, portant sur tous les domaines qui relèvent de la municipalité – l'urbanisme, les transports, les loisirs, les espaces

verts, etc. Le conseil citoyen cible exclusivement la réduction des inégalités. Paris a choisi de n'avoir qu'un seul conseil citoyen par arrondissement pour ne pas s'enfermer par quartier dans cette démarche et bien le distinguer des conseils de quartier.

### Qui fait partie de ce conseil ? Comment ses membres ont-ils été désignés ?

Tous les habitants et acteurs des quartiers classés en politique de la Ville peuvent y participer. Mais les membres d'un groupe moteur ont été tirés au sort le 15 décembre dernier. Ils se répartissent en trois collèges : 20 de ces membres sont de simples habitants qui se sont portés volontaires pour participer à ce conseil ; 17 autres représentent des acteurs du quartier également volontaires (pour la plupart des associations, mais aussi des institutions), qui n'habitent pas forcément l'arrondissement, mais s'y investissent d'une façon ou d'une autre (médecin de quartier, profes-

seur, commerçant, associatif, etc.) ; enfin 12 membres ont été tirés au sort par la Caisse d'allocations familiales sur ses listes d'inscrits sans que ceux-ci aient fait acte de candidature. Ce groupe moteur est statutaire mais Paris a souhaité un fonctionnement souple permettant à tout habitant motivé de participer à tout moment<sup>(1)</sup>.

### Les citoyens désignés mais non volontaires risquent de ne pas être très motivés !

Au contraire ! Ils se sont pour la plupart montrés très flattés d'avoir été désignés et se sentent investis d'une mission. Un enjeu essentiel de ce conseil est de réussir à aller vers les plus éloignés des institutions. D'où ce procédé inhabituel mais qui permet de les atteindre.

### Quel pouvoir aura ce conseil pour faire appliquer ses propositions ?

Le conseil citoyen est une instance de réflexion et de participation. Il sera entendu et associé au pilotage de l'action sur les territoires mais il n'a pas de pouvoir décisionnaire. Les décisions sont de la responsabilité de la démocratie représentative, c'est-à-dire des élus qui représentent l'ensemble des citoyens.

Entretien réalisé par Marie-Odile Fargier

1. N.D.L.R. : À condition que ces habitants aient eu les moyens de s'informer : nous n'avons pas trouvé sur le site de la mairie d'informations sur le conseil citoyen ! Pour le contacter : conseilcitoyen18@gmail.com.

## SUR L'AGENDA

Nous publions dans cette rubrique des annonces de réunions, d'expositions et manifestations, communiquées par des associations ou organismes divers.

### Braderie, vide-grenier

■ Samedi 6 Février

#### Maison verte

De 10 h 30 à 16 h. Vêtements, accessoires, linges de maison, bijoux, jeux, livres, objets... 127-129 rue Marcadet.

### Conseil d'arrondissement

lundi 1<sup>er</sup> février (puis le 14 mars) à 18 h 30, mairie du 18e, salle des mariages, 1, place Jules Joffrin.

### ■ mercredi 3 février Médias et quartiers populaires

Débat organisé par la Salle Saint-Bruno, Ados, Ago et le collectif des parents 18e. Avec les équipes du 18e du mois, du *Bondy Blog* et du magazine *Fumigène*. Projection du film *Bondy Blog, portrait de famille*, puis débat. 19 h, au centre Barbara-Fleury-Goutte d'Or, 1 rue Fleury. Info : 01 42 54 84 74

### ■ jeudi 4 février Château-Rouge

Réunion de concertation sur les travaux de la station de métro Château-Rouge, 19 h, mairie du 18e, salle des mariages.

### ■ samedi 6 février

#### Collecte solidaire

La mairie du 18e en partenariat avec Eco-systèmes et Emmaüs, propose aux habitants des points de collectes pour y déposer des appareils électriques hors d'usage ou en état de fonctionnement, ainsi que tout objet que vous souhaitez donner. De 10 h à 14 h, 38 rue du Poteau, 43 bis rue Damrémont, place Anne-Marie Carrière, angles des rues Saint Bruno et Stephenson

### ■ mardi 9 février Sierra Prod

La Sierra Prod vous invite à la projection du dernier chapitre de la série documentaire consacrée aux transformations urbaines du quartier Binet : *Le Temps du Chantier, la mixité en*

Suite de l'agenda page 6

## L'exemple d'un projet de territoire

**D**ans le cadre du contrat de ville 2015-2020, le quartier de la Goutte d'Or a élaboré un projet de territoire. À travers plusieurs réunions et ateliers divers conduits par l'équipe de développement local et auxquels étaient conviés les habitants, quatre enjeux principaux ont été recensés : renforcer la réussite sco-

laire, améliorer le cadre de vie et l'espace public, développer les actions pour le retour à l'emploi, développer l'accès au droit et la solidarité contre la précarité et l'isolement. S'ensuit un tableau proposant plusieurs dizaines d'actions qui toutes contribuent à la mise en œuvre de ce projet global. ■

**CLAIR & NET**  
insertion et écopropreté



## La propreté sans tache

Nettoyage d'immeubles, bureaux et sites tertiaires

Entreprise sociale et solidaire de proximité

Faible impact environnemental avec l'écopropreté

Socialement responsable avec l'insertion

Renseignement : 01 55 79 01 17 / clairetnet3@wanadoo.fr  
54-58 rue Myrha 75018 Paris / clairetnet-ecoproprete.org

Suite de la page 5

construction (années 2014 et 2015). 19 h, mairie du 18e, salle des mariages, 1 place Jules Joffrin. La projection de ce film (50') sera précédée par celle d'un court-métrage musical (5') réalisé par des enfants du quartier et suivie d'un buffet. Entrée gratuite.

■ **mercredi 10 février Bénévolat**

Soirée Benevolt, placée sous le signe de la mobilisation citoyenne, pour valoriser et susciter l'engagement, faire découvrir des formes de mobilisation innovantes et apporter des outils aux acteurs associatifs. De 18 h à 22 h mairie du 18e.

■ **samedi 13 février Nouveaux habitants**

Cérémonie d'accueil des nouveaux habitants, de 10 h 45 à 13 h 30, mairie du 18e, salle des fêtes.

■ **samedi 13 février Insectes**

Atelier dégustation d'insectes, avec Philippe Delacroix, à 16 h à la bibliothèque Vacalv Havel, esplanade Nathalie Sarraute.

■ **jeudi 18 février Accorderie**

Une Accorderie est un système d'échange de services sans échange d'argent (zone de gratuité donc). Rencontre entre Accordeurs, ouverte à tous de 19 h à 21 h 30 au Petit Ney. Puis, repas participatif : ceux qui le souhaitent apportent une salade, un plat, un dessert à partager... Entrée libre. 10 avenue de la Porte de Montmartre.

■ **jeudi 11 et lundi 22 février Concerts du COSU**

Pause musique à l'heure du déjeuner le jeudi 11 à 12 h 30 à la bibliothèque du centre universitaire Clignancourt avec des musiques nordiques ; un concert *a cappella* de chants des Balkans le lundi 22 à 20 h à l'auditorium du centre ; les deux par le chœur sous la direction d'Ariel Alonso. Entrée libre mais inscription obligatoire sur le site [cosu.sorbonne-universites.fr](http://cosu.sorbonne-universites.fr).

■ **samedi 20 février Soupe aux cailloux**

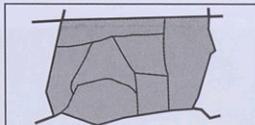
À la Goutte d'Or, le collectif 4c propose une soupe collaborative où chacun viendra plonger un légume dans la marmite en échange d'un bol de soupe (voir notre numéro de janvier 2016). Le lieu sera précisé sur facebook, collectif4c. ■

**Salle de consommation à moindre risque : pas avant septembre**

La loi sur la santé ayant mis plus de temps que prévue à être adoptée, l'espace de consommation pour les usagers de drogue au sein de l'hôpital Lariboisière ne devrait pas être créé avant septembre prochain. Le vote de ce texte était nécessaire pour lancer les travaux d'aménagement du site situé à côté du boulevard de la Chapelle. Ces derniers sont financés par la Ville de Paris et vont durer plusieurs mois. La loi va permettre à l'association Gaia d'expérimenter ce dispositif de santé publique pendant six ans. Cette dernière gère déjà une antenne mobile

d'échange de seringues depuis 2006 (Caarrud). Un cahier des charges national sera élaboré par le ministère de la Santé. Les toxicomanes pourront consommer des drogues qu'ils apportent sous la supervision de professionnels de la santé et des travailleurs sociaux. Du matériel stérile sera mis à leur disposition. Objectif : limiter la transmission d'infections de type hépatite ou Sida et faciliter l'accès aux soins, au dépistage et aux services d'addictologie pour des personnes souvent marginalisées.

**Florianne Finet**



**Épluchures et trognons de pommes : ne les jetez plus à la poubelle !**

La Ville de Paris installe des composteurs au pied des immeubles où les habitants sont volontaires pour trier leurs déchets végétaux.



DR

Un composteur en bois installé par la Ville dans la cour d'un immeuble.

**V**ous habitez Paris ? Votre immeuble dispose d'une cour ou d'un jardin de quelques mètres carrés ? Vous et plusieurs habitants êtes motivés et vous avez obtenu l'accord de votre syndic ou de l'assemblée générale des copropriétaires ? Alors, vous remplissez les conditions pour envisager l'installation d'un composteur ou d'un lombricomposteur au pied de votre immeuble.

En effet, depuis 2012, dans le cadre de son plan de réduction des déchets, la Ville de Paris favorise le compostage urbain et met gracieusement à la disposition des habitants remplissant les conditions susmentionnées le matériel nécessaire.

**Les conseils du maître**

Mais pour les urbains que nous sommes, le compostage n'est pas inné ; aussi cette mise à disposition est-elle étroitement accompagnée par un maître-composteur de Urban-Eco, société prestataire à laquelle la

mairie de Paris a délégué cette mission. Il (ou elle) fera d'abord une première visite pour évaluer la faisabilité du projet et s'assurera de l'implication d'un nombre suffisant de foyers nécessaires, idéalement une dizaine, pour ensuite alimenter régulièrement le composteur ou le lombricomposteur.

Le choix de l'un ou l'autre dépendra de l'emplacement. Dans une cour pavée ou bitumée, ce sera un lombricomposteur, bac en polyéthylène recyclé à roulettes dans lequel on introduira les vers car ce sont eux qui font le boulot. Dans un jardin, on pourra installer un composteur en bois directement sur le sol. Les vers monteront alors d'eux-mêmes pour se régaler des déchets qui y seront déposés. La taille des équipements (de 400 à 600 litres) dépendra du nombre de participants potentiels.

Une fois tout cela défini, le matériel sera livré et une réunion de lancement organisée. Le maître-composteur y expliquera le projet à l'intention des habitants de l'immeuble. Chacun s'engagera en signant une charte et se verra attribuer un bio seau de 10 litres en plastique, qui servira à transporter les déchets organiques de la cuisine jusqu'au bac de compostage ou au lombricomposteur. Des affiches et supports de communication sont également fournis. Le ou les référent(e)s bénéficieront d'une journée de formation de « guide composteur » organisée par Urban-Eco qui les accompagnera pendant six mois pour les aider à obtenir un compost de qualité sentant bon l'humus (et, non, un compost bien fait ne sent pas mauvais !). Les rares fois où le projet est abandonné, la mairie récupère

le matériel et, s'il est en état, le transfère à d'autres utilisateurs, un jardin partagé par exemple.

**Engrais 100 % naturel**

C'est le parcours qu'ont suivi Marilyne et Samuel, heureux référents d'un lombricomposteur installé depuis deux mois dans la cour de leur immeuble, rue d'Aubervilliers. La copropriété comprend environ 200 habitants et, pour le moment, une quinzaine d'entre eux alimentent régulièrement le bac de 600 litres. Preuve que cela marche,

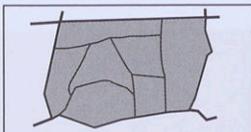
après seulement deux mois d'utilisation, il est déjà pratiquement plein. Chez eux l'idée du compost est partie du jardin collectif créé dans la cour en lieu et place des pavés qui ont été enlevés et remplacés par un charmant espace de verdure en pleine terre. Celle-ci sera enrichie avec le compost dès qu'il sera mûr et avec le « lombrithé » (le jus noir qui s'écoule par le robinet) qui, une fois dilué à 10 %, constitue un engrais 100 % naturel qui remplace avantageusement les engrais liquides du commerce. L'expérience est concluante et Marilyne espère que tous les habitants les rejoindront bientôt. Pour sa part, elle constate une forte réduction de la quantité de déchets qu'elle met dans sa poubelle.

**45 sites dans le 18e**

À ce jour, 352 sites ont été installés à Paris qui ont permis de composter 102 tonnes de déchets organiques (chiffre provisoire en 2014, en constante augmentation depuis 2010). Notre arrondissement, avec ses 45 sites équipés, peut s'enorgueillir d'être largement au-dessus de la moyenne parisienne. C'est autant de déchets en moins dans nos poubelles. Et cela va continuer avec l'objectif de 110 nouveaux sites installés par an pour continuer à traiter les 50 à 70 kg de déchets organiques produits annuellement par chaque parisien. Les vers composteurs, les *Eisenia foetida*, *Eisenia andrei* et autre *Eisenia hortensis* ont de beaux jours devant eux.

**Sylvie Chatelin**

□ Formulaire de candidature en ligne à <http://blogs.paris.fr/compost/bon-savoir>



# Logement social : turbulences dans le nettoyage

Les nombreux bailleurs sociaux du 18e (Paris Habitat, La Sablière, la RIVP) vont faire l'objet d'un audit sur la sous-traitance, comme tous les opérateurs du logement social de Paris.

**K**adiatou, habite à la porte Montmartre. Elle travaille sur un site Paris Habitat dans le 19e depuis 2011. Salariée de la société de nettoyage OMS depuis juin 2013, date à laquelle la société a repris ce chantier, elle raconte : « Comme beaucoup de mes collègues, j'ai reçu des bulletins de salaire avec un n° de sécurité sociale en 2 99999... Je suis en grève pour obtenir un 13e mois, le paiement le 7 du mois, le nettoyage des tenues de travail par l'entreprise. Comme tous les grévistes, j'ai saisi les prud'hommes ».

Depuis le 21 septembre 2015, une cinquantaine de salariés de la société de nettoyage OMS Énergie Sud qui intervient sur plusieurs lots de Paris Habitat sont en grève. Avec le syndicat CNT-Solidarité ouvrière du nettoyage, les salariés réclament à cor et à cri une amélioration de leurs conditions de travail, la régularisation des numéros de sécurité sociale sur leurs bulletins de salaire, l'égalité de traitement avec les salariés de Paris

Habitat : 13e mois, prime de vacances, etc. Des salariés du nettoyage travaillant dans le 18e pour d'autres sous-traitants de Paris Habitat font face aux mêmes difficultés.

Le conseil de Paris de décembre 2015 s'est saisi de la question en adoptant un vœu en réponse à celui déposé par Danielle Simonnet, Jérôme Gleizes, Raphaëlle Primet et les élus des groupes écologiste de Paris et Communiste-Front de gauche.

« • que les bailleurs sociaux introduisent et renforcent les clauses sociales dans les marchés qu'ils passent avec les sociétés sous-traitantes, ainsi que les sanctions éventuelles lorsque des manquements au droit du travail sont constatés,

• que, dans cette perspective, une mission sur les clauses sociales des bailleurs sociaux soit lancée rapidement pour disposer d'un état des lieux et pour proposer des solutions permettant d'améliorer les conditions de travail des salarié-e-s des sociétés sous-traitantes, en concertation avec l'ensemble des acteurs concernés

(bailleurs sociaux, associations représentatives des locataires, syndicats de gardiens, sociétés sous-traitantes et leurs représentants syndicaux),

• que cette mission puisse réaliser un état des lieux et des propositions sur les dispositifs d'insertion par l'activité économique inscrits dans les appels d'offres,

• que cette mission étudie également les différents modes d'organisation du nettoyage au sein des bailleurs sociaux et l'opportunité de conserver l'externalisation du nettoyage. »

La Ville de Paris entend ainsi mettre un peu d'ordre dans les pratiques sociales de ses opérateurs, y compris les entreprises d'insertion ou les régies de quartier.

La maire de Paris, dans un courrier au préfet de région, « souhaite que l'Inspection du travail soit saisie afin de faire toute la lumière sur cette affaire » et, le cas échéant, demanderait à Paris Habitat de résilier pour faute les marchés publics de prestations conclus avec la société OMS.

Annie Katz

## La chronique du mois



### Le chant des sirènes

**J**eudi 7 janvier 2016 autour de midi, la ligne 2 est partiellement fermée, à la demande de la préfecture de police, nous dit-on dans le métro. De loin, vacarme des sirènes : ambulances ou police, ambulances et police ? Nul ne le sait. Dehors, entre Stalingrad et La Chapelle, impossible de comprendre ce qui se passe. Certains inventent. La plupart se taisent. Les uns pressent le pas, d'autres hésitent. Climat de plomb, scènes de cinéma. De plus en plus nombreux, les véhicules de la police forcent le passage, vident les rues et les avenues. 13 novembre dernier, 7 et 9 janvier 2015, tout cela, images, émotions, réflexions, contradictions, états de colère, peurs aussi, revient en boucle.

Quelqu'un dit qu'il se passe quelque chose du côté de la Goutte d'Or. Dans un magasin, à mi-hauteur de la rue Marx-Dormoy, le fracas des sirènes devient de plus en plus angoissant. Aux vendeurs du magasin, je demande s'ils savent quelque chose, cela fait deux heures qu'ils ont ouvert... Quelque chose ? Pourquoi ? Ben ces sirènes qu'on entend depuis un moment, c'est inhabituel, il doit forcément se passer quelque chose pas loin d'ici... Regards vides de poissons morts, haussements d'épaules, la question dérange, comme s'il fallait rester bouche close, incorporer mentalement le vacarme assourdissant des sirènes...

La scène est surréaliste. Entre s'en foutre, la boucler, avoir peur, ne rien voir, ne rien entendre, ne rien sentir, ne rien vouloir, le spectre est extensible à l'infini. Il y en a toujours dans l'histoire, la grande autant que la petite, pour hausser les épaules ou regarder les événements avec des yeux de poissons morts. Un peu plus loin, guère avant Marx-Dormoy, quelqu'un a voulu savoir et comprendre ce que ne racontent pas les sirènes toujours plus pressantes : un jeune homme, me dit-il, s'en serait pris au commissariat de la Goutte d'Or, il dit aussi que le jeune homme a probablement été abattu par la police, mais qu'il n'en sait pas plus. Quelqu'un qui parle pardessus les sirènes, ça fait la différence.

Daniel Conrod



### Voyage au Brésil pour dix jeunes du 18e

tionale depuis sa création en 2004. Décollage de Paris le 1er janvier et retour 15 jours plus tard, pour un voyage minutieusement préparé depuis deux ans.

Un programme chargé qui a conduit nos jeunes dans une favela du Nordeste pour un reportage photo

avec des jeunes habitants. Nos globe-trotters ont également rénové une école et dessiné une fresque sur un mur du gymnase d'une école accueillant des handicapés. Partenariat également avec une pastorale brésilienne qui s'occupe

de femmes élevant seules leurs enfants. Coopération écologique avec une association qui récupère des déchets pour les revendre une fois retapés.

Mais comme il n'y a pas que le travail dans la vie, visite au musée, plage, atelier de cuisine et de danse hip-hop. Sans oublier le match de foot France Brésil; gagné 6-3 par les visiteurs.

Un voyage qui a un peu bousculé les jeunes, compte tenu de la pauvreté et des conditions de vie des personnes rencontrées. Mais à Espoir 18, on aime bien les voyages qui ont un sens. Une seconde édition est prévue pour l'année prochaine. **N. D.**

**D**irection Recife au Brésil pour dix jeunes adultes de La Chapelle et de la Goutte d'Or. Aux manettes de cette escapade, l'association Espoir 18, qui propose aux jeunes des chantiers de solidarité interna-

### Faux départ pour l'interdiction des sacs en plastique

**V**otée par les élus parisiens dès l'automne 2014, la suppression des sacs en plastique à usage unique dans les marchés alimentaires de la capitale a finalement été reportée de plusieurs mois. Une décision prise par la municipalité fin décembre, soit quelques jours à peine avant l'entrée en vigueur de cette mesure. Dans le même temps, Ségolène Royal, ministre de l'Écologie, annonçait que les sacs non recyclables pourraient être distribués dans les supermarchés jusqu'au mois d'avril, alors que

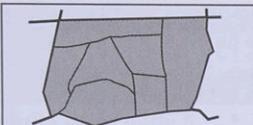
la loi sur la transition énergétique prévoyait leur interdiction dès le 1er janvier 2016. Ce délai doit permettre au gouvernement de s'assurer de la conformité de cette mesure avec les règles européennes. « Nous discutons actuellement des modalités de diffusion des sacs biodégradables avec les entreprises qui gèrent les marchés extérieurs parisiens », explique-t-on du côté de la Ville de Paris. Dans le 18e arrondissement, c'est la société Dadoun, en tant que délégataire de service public, qui

est chargée de proposer ces sacs aux commerçants des marchés.

**Les jours de marché :**

- Marché Ornano : mardi, vendredi, 7 h à 14 h 30 et dimanche, 7 h à 15 h.
- Marché Barbès (boulevard de la Chapelle) : mercredi, 7 h à 14 h 30 et samedi, 7 h à 15 h.
- Marché Ney : jeudi, 7 h à 14 h 30 et dimanche, 7 h à 15 h
- Marché Ordener : mercredi, 7 h à 14 h 30 et samedi, 7 h à 15 h

Florianne Finet



# Le 18e en fauteuil roulant : un parcours d'obstacles !

Notre reporter a arpenté l'arrondissement aux côtés d'un handicapé moteur. Trottoirs, chaussées, banques, boutiques, transports en commun, places de parking : il reste beaucoup à faire pour appliquer la loi sur l'accessibilité.



Gérard Perez habite dans le quartier de la Moskova où ses déplacements sont bien difficiles, même en fauteuil électrique, mais il parvient à entrer dans le square Maria Verone.

**S**e déplacer en fauteuil roulant : un parcours du combattant au quotidien ! La loi handicap du 11 février 2015 imposait à tous les établissements destinés à recevoir du public d'être accessibles à tous, c'est-à-dire à avoir une rampe d'accessibilité. Malgré certaines améliorations, tous les lieux ne sont pas encore aménagés pour les handicapés moteur. Quant aux transports, un maillon essentiel pour l'autonomie des personnes handicapées, le retard est manifeste. Pour en mesurer les difficultés, nous avons demandé à Gérard Perez, handicapé moteur, de l'accompagner sur son trajet quotidien.

Né dans une famille turque de milieu aisé, Gérard Perez a fait ses études dans le 16e où il résidait. Il est devenu ingénieur technico-commercial dans une grande société américaine. Mais les progrès d'une maladie dégénérative vont bouleverser complètement sa vie. À l'âge de 50 ans, il se retrouve en fauteuil roulant et n'est plus en mesure d'assurer son travail. Mis en invalidité, il se retrouve avec seulement 20 % de son salaire. Du coup, il doit envisager son avenir d'un autre œil. Il s'installe alors dans un appartement acheté à prix intéressant dans le quartier de la Moskova car, à l'époque, « le Talus » était un vrai dépotoir et l'ambiance chaude ! Depuis tout le quartier a été rénové : « *Aujourd'hui, il est devenu agréable à vivre. L'ambiance est restée populaire tout en intégrant de nouveaux jeunes couples, souvent avec des enfants* » précise-t-il.

C'est au bar-restaurant La Bricole, en bas de chez lui, que nous nous rencontrons pour effectuer son parcours quotidien, très simple pour une personne valide, mais qui se transforme en un tour de force pour quelqu'un en fauteuil roulant ! D'emblée il annonce : « *Je vais prendre mon fauteuil électrique car avec le fauteuil manuel, ce n'est même pas la peine d'y penser ! A moins d'être accompagné.* » Gérard s'estime chanceux d'avoir deux fauteuils, sachant que le prix d'un électrique vaut entre 7 000 et 20 000 € et un manuel environ 600 €.

### Bloqué sur la chaussée

Départ de la rue Leibniz en direction du square Maria Verone. Déjà, il nous fait remarquer que, bien que le Talus ait été refait, les difficultés sont encore là : il redescend en pente de chaque côté. Assis, Gérard descend tout seul mais s'il ne met pas les freins, il se retrouve au milieu de la chaussée et, de plus, il ne peut pas remonter le trottoir en face. « *J'ai heureusement la chance de pouvoir mettre le pied à terre pour prendre de l'élan !* », précise-t-il.

L'entrée et la sortie du square se font relativement facilement car les portes sont assez basses et Gérard peut les ouvrir. Mais rue de la Moskova, devant l'école maternelle, les trottoirs sont en pente vers le caniveau. Ce qui fait qu'en fauteuil



Le fauteuil de Gérard rentre sans problème dans son bistro préféré...

manuel, la personne doit compenser avec ses bras et attrape très souvent des inflammations articulaires. « Personnellement, le fait d'avoir pratiqué beaucoup de sports m'aide énormément aujourd'hui car je peux rattraper très vite tous ces petits déséquilibres de chaussée qui nous empoisonnent la vie, affirme-t-il. Pour moi, c'est important de me débrouiller seul. Je suis de caractère indépendant et je n'ai pas envie que quelqu'un m'accompagne toute la journée ! Malheureusement, dans les faits, tout a été conçu pour que l'on soit accompagné ! »

Nous arrivons sur le terre-plein bien restauré et le chemin se poursuit très facilement jusqu'à la mairie. De même, pour aller à la place de Clichy, il y a moins de problèmes depuis qu'elle a été refaite. Toutefois Gérard précise : « On a créé en priorité des couloirs pour les vélos mais les passages pour piétons n'ont pas été refaits pour les personnes en fauteuil sur le boulevard des Batignolles. Tous ces concepteurs n'ont aucune conscience des problèmes. De plus, dans les années 50, handicapé voulait dire handicapé mental. Du coup, rien n'a été conçu pour le handicap physique. Même encore aujourd'hui, la mentalité n'a pas beaucoup évolué. Par exemple, lorsque j'indique un chemin

sans encombre à certains ambulanciers, ces derniers n'en tiennent pas compte car ils pensent que je relève du handicap mental. »

### Même les banques !

Vient le moment de faire les courses. Nous passons d'abord à la banque. La plupart des banques ne sont pas aux normes et seuls sont accessibles les distributeurs à l'extérieur. Et encore : leur accès n'est pas toujours facile. De plus, si Gérard doit rencontrer son conseiller, il est obligé de laisser son fauteuil dans la rue !

Ensuite une première tentative au Leader Price de la rue du Poteau. L'entrée avec les tourniquets, ça passe encore, mais la sortie est complètement fermée par un empilement de palettes ! En outre le passage à la caisse est déjà très étroit et d'autant plus difficile à franchir que les clients laissent souvent leur chariot ou panier en plein milieu du passage ! Demi-tour et direction le Dia de la rue Damrémont. Là, blocage au niveau du tourniquet mais heureusement, un vendeur est présent pour aider. Ce jour-là, c'est le gérant qui vient à nous ; il nous confie que lui-même aide souvent un client en fauteuil roulant à traverser la route. Plus loin, le Forum du bâtiment est équipé d'une

rampe d'accès. « Ce n'est pas comme chez Bricorama, boulevard Ney, où je n'ai pas pu chercher ce dont j'avais besoin à cause des palettes laissées au milieu des allées ! » Le plus simple d'accès, depuis longtemps, c'est le Monoprix de la rue Ordener. Même chose pour le magasin Picard. En revanche la boulangerie un peu plus loin n'est pas accessible à cause d'un petit dénivelé. « Pourtant, ce n'est pas très compliqué de mettre une petite rampe, comme l'a fait le fleuriste en face », souligne Gérard.

### Le métro ? Jamais !

Nous passons devant la Maison de l'emploi et des entreprises. Il y a bien une rampe d'accès installée sur demande pour franchir les marches. Mais une fois dans le hall, l'ascenseur ne s'arrête pas à l'étage intermédiaire où se trouve l'entrée de ce service. Du coup impossible d'y accéder à cause d'une dizaine de marches très raides ! Plus loin, Gérard s'arrête pour ses cigarettes au café-tabac La Renaissance car là, il peut entrer !

Sur le chemin du retour, dans la rue Georgette Agutte, nous rencontrons pas mal de soucis avec les gros travaux, sans compter les poubelles mises en plein milieu du trottoir. Plus loin, à l'angle de cette rue et de la rue Belliard, autre surprise : toutes les places de parking réservées aux handicapés ont été bloquées par le stockage de matériel pour des travaux ! « Heureusement que je ne suis plus en état de conduire depuis trois ans », ironise Gérard.

Retour à notre point de départ, La Bricole, où il n'a aucun problème pour entrer et sortir. Autour d'un café, nous parlons des transports en commun. Au sujet du métro, Gérard est catégorique : « La seule solution, c'est de ne pas le prendre. Quelques très rares stations sont équipées d'ascenseurs et encore, quand ils sont en état de fonctionner. Mais ensuite vous êtes bloqué car il n'y a rien pour les correspondances. La seule possibilité, ce sont les bus car ils sont pour la plupart équipés d'une rampe d'accès. Pour le 31, je ne le prends pas à Vauvenargues, arrêt le plus proche de chez moi ; je vais jusqu'à Guy Môquet car là, je sais que plein de gens descendent et que j'ai donc des chances de pouvoir monter. Pour le 85, je vais le prendre au terminus car je peux être le premier à monter et à pouvoir m'installer tranquillement. Quant au 95, rien à dire : c'est nickel. » Maigre bilan !

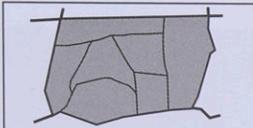
Virginie Chardin  
Photos: Thierry Nectoux



... mais une simple marche lui interdit l'accès à la boulangerie du coin.



Poubelles et voitures sur le trottoir : des obstacles insurmontables.



## La vie du 18e

# Le grand Paris pour les nuls

La Métropole du grand Paris est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2016. Dans l'indifférence quasi générale...

**R**éfléchir « *au-delà des clivages, à un nouveau projet d'aménagement global du "grand Paris"* ». Ainsi parlait le président Sarkozy en 2007 à l'inauguration de la Cité du patrimoine et de l'architecture, en lançant ou relançant une expression et un rêve vieux de deux siècles : accoucher d'une métropole en phase avec son époque. Un concours d'architectes est lancé dans la foulée pour réfléchir et rêver aux évolutions nécessaires du poumon économique et humain de la France. Depuis, la présidence Hollande et les pouvoirs publics ont repris le flambeau : au 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole du grand Paris est née.

Superstructure administrative censée accoucher du grand projet, elle regroupe en son sein 131 communes des première et deuxième couronnes et compte sept millions d'habitants (voir l'article ci-dessous). Mais las, à peine la Métropole lancée, les critiques fusent, autant des élus locaux que des politiques. Elles fustigent une usine à gaz qui, vieux mal français, ne fait qu'ajouter une couche à notre épais mille-feuilles administratif. Et puis surtout, aux yeux des Franciliens, le Grand Paris manque singulièrement

de corps. Alors, en quoi notre cher arrondissement se trouve-t-il concerné par le Grand Paris ?

Permettre à Paris de tenir son rang de grande capitale mondiale aux côtés de Londres ou Tokyo, qui ont adopté des démarches similaires, tel est le grand objectif du grand Paris. Pour cela, partant du constat que la situation la plus préoccupante est celle des transports, le gouvernement a présenté en 2013 le « Nouveau grand Paris des transports », projet pharaonique pour désengorger la capitale, faciliter les déplacements inter banlieues et accélérer l'accès des zones peuplées comme la Seine-Saint-Denis aux centres économiques de la région comme Villepinte, La Défense ou le plateau de Saclay et des aéroports.

En tout, quatre nouvelles lignes de métro sont pré-

vues ainsi que le prolongement des lignes 14 et 11, soit plus de 200 km ferrés et 72 nouvelles gares. Les travaux ont débuté en 2015 et devraient se prolonger jusqu'en 2030. Mais pour le reste ? Et bien pas grand-chose, les bisbilles politiques sont parties pour durer. L'implantation de nouvelles zones de logements ou les mesures à prendre pour créer une ville écologique en phase avec le protocole de Kyoto restent dans le flou.

**Stéphane Bardinet**



## Métropole du grand Paris, c'est quoi ce machin ?

Les conseillers métropolitains viennent d'entrer dans leurs fonctions. Au programme, logement, environnement, aménagement du territoire et développement économique

**L**a métropole du grand Paris (MGP) est composée de 131 communes. Y figurent Paris ainsi que 11 territoires comptant de 300 000 à 700 000 habitants : les communes des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, auxquelles s'ajoutent Argenteuil dans le Val-d'Oise ainsi que six communes de l'Essonne. Ces territoires remplacent les anciennes intercommunalités. Au total 7,15 millions d'habitants répartis dans un espace géographique qui représente plus de 25 % de l'activité économique nationale (PIB).

### Sept élus du 18e

La MGP est gouvernée par une instance centrale : le conseil métropolitain (209 élus). Les conseillers métropolitains ont été désignés parmi les élus des conseils municipaux (ce qui fleure bon le cumul). À partir de 2020, date des prochaines élections municipales, ils devront se frotter au suffrage universel.

12 conseils de territoire (composés de 72 à 92 membres) viennent prêter main-forte au conseil métropolitain. Le conseil de Paris est assimilé à l'un d'eux.

Autres instances mises à contribution : une assemblée des maires qui formule avis et recommandations à laquelle s'ajoute un conseil de développement où siègent des partenaires économiques, sociaux et culturels.

Le 14 décembre dernier, le Conseil de Paris a désigné ses 62 conseillers métropolitains. Ce nombre est important dans la mesure où la plupart des communes n'ont qu'un seul représentant alors que les plus grandes villes en comptent deux ou trois.

Sur les 62 conseillers, sept sont des élus du 18e : Éric Lejoindre (PS), Afaf Gabelotaud (PS), Jean-Bernard Bros (PRG), Ian Brossat (PC-FDG), Daniele Premel (PC-FDG), Galla Bridier (EE-LV) et Fadila Mehal (UDI-Modem). Il n'y aura donc pas d'élus Les Républicains du 18e au conseil métropolitain.

### Ni budget, ni locaux

Si l'argent est le nerf de la guerre, à en croire son budget de 65 millions d'euros, la Métropole aura une force de frappe très limitée. Une enveloppe qui fait figure de portion congrue quand on la compare aux 8 milliards d'euros de budget de la Ville de Paris.

La nouvelle instance aura la charge

du logement et, à terme, de donner des orientations en matière d'aménagement du territoire. Elle devra néanmoins attendre le 1<sup>er</sup> janvier 2017 pour commencer à statuer sur ces questions. Également dans ses attributions : le développement économique et la protection de l'environnement. Toutes ces compétences ne lui seront transférées que progressivement et ne pourront s'exercer pleinement qu'à partir de 2020.

À la tête de la MGP, le maire de Rueil-Malmaison, Patrick Ollier (LR), qui a été élu le 22 janvier. Une élection sans surprise puisqu'il était le seul candidat en lice. Il « partagera la gouvernance » avec 20 vice-présidents (LR, UDI, PS, PCF et EE-LV) ainsi que huit conseillers délégués.

Au sortir d'intenses tractations, Anne Hidalgo a obtenu le poste convoité de première Vice-présidente. Elle sera chargée des relations internationales. Elle a d'autre part obtenu que parmi les vice-présidents ne figure qu'un seul élu parisien issu des rangs du parti Les Républicains, et qui plus est, qui ne soit pas maire d'arrondissement. Barrant ainsi la route au député-maire du 16e, Claude Gossu, qui s'y serait bien vu. Inutile de

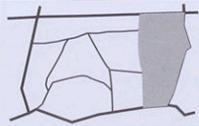
dire que du côté des Républicains, ça grince un peu des dents.

Pour obtenir gain de cause, la maire de Paris a mis tout le poids de la capitale dans la balance. Avec 2,3 millions d'habitants, Paris représente un tiers de la population de la Métropole. Mais un autre argument a certainement du faire mouche : Anne Hidalgo a promis de fournir, le temps que la MGP trouve ses repères, des moyens logistiques et administratifs pour que la nouvelle instance puisse fonctionner (services comptables, gestion de la paie, une centaine de personnels municipaux et des locaux). Car pour le moment la Métropole ne dispose d'aucuns locaux, ni de personnel.

### Contresens historique ?

Reste un point très épineux : les relations (très tendues) avec la Région Île-de-France, qui conserve la compétence des transports. Dès son élection, Valérie Pécresse (LR) a qualifié la MGP de « contresens historique » et « d'aberration administrative et économique ». Elle en a remis une couche en janvier : « La droite devra s'engager à supprimer la Métropole du grand Paris. » Tout reste donc à faire, ou... à défaire.

**Nadia Djabali**



# Le Campus Condorcet, une méga université entre Paris et Aubervilliers

Quatre universités, six établissements d'enseignement supérieurs et de recherche vont créer là un pôle d'excellence en sciences humaines et sociales.



À partir de 2019, 15 000 étudiants et chercheurs travailleront sur les deux sites du campus Condorcet, porte de la Chapelle et à Aubervilliers.

**À** défaut du Grand Paris, les habitants du nord du 18<sup>e</sup> et d'Aubervilliers sont concernés au premier chef par le projet Paris Nord-Est dont notre journal s'est fait maintes fois l'écho. Ce mois-ci nous avons décidé de braquer les projecteurs sur l'un des aspects du projet qui changera radicalement l'image et l'activité du territoire, le campus Condorcet. L'idée d'une Cité des humanités et des sciences sociales Paris-Aubervilliers est née en 2008 pour créer un campus et un pôle d'excellence en sciences humaines et sociales de niveau européen. Cela passe par la mise en commun des équipements de dix instituts universitaires

et supérieurs, dont la création d'une immense bibliothèque de 24 000 mètres carrés.

### Sur deux sites

Le campus Condorcet sera réparti sur deux sites, l'un près de la station Front populaire à Aubervilliers et l'autre porte de La Chapelle en face de Chapelle International. Dans un cadre qui laisse une large place aux espaces verts, à l'image des campus anglo-saxons, 15 000 étudiants et chercheurs fréquenteront ces sites. Attendu pour 2019-2020, le campus Condorcet organise déjà des conférences virtuelles sur son site internet.

Porte de La Chapelle, les travaux de démolition ont débuté cet été sur l'ancienne gare Dubois. La construction proprement dite des bâtiments n'interviendra que dans le courant 2017. Situé entre les voies ferrées de la gare du Nord, le boulevard des maréchaux et le « plat de nouilles » autoroutier de l'A1 et du périphérique, le site verra l'installation d'ici 2019-2020 de 22 000 m<sup>2</sup> et accueillera 3 000 étudiants en licence et master de Sciences humaines et sociales en philosophie, histoire, géographie, histoire de l'art et archéologie.

### 750 chambres d'étudiants

Pour anticiper l'arrivée de cette population étudiante, divers programmes de logements sont livrés, en

cours de réalisation ou prévus sur les secteurs Macdonald, Chapelle International et de la gare des Mines : 300 logements (également ouverts aux jeunes travailleurs et travailleurs

migrants) sur le site de Chapelle International, près de 300 dans le secteur Rosa Parks et près de 150 dans les anciens entrepôts Macdonald.

**Stéphane Bardinet**

## La porte de La Chapelle menacée par le CDG Express

**D**ehors ou sous terre ? Le dilemme est de taille pour le Charles de Gaulle Express, projet de train prévu pour relier directement la gare de l'Est à l'aéroport de Roissy et désengorger d'autant le RER B vers le nord. Pour les habitants de la porte de La Chapelle, une question cruciale se pose concernant le tracé au sortir de Paris. Partant de la gare de l'Est, le futur CDG Express bifurquera au niveau de la petite ceinture pour passer dans un futur tunnel sous CAP 18 et rejoindre le réseau ferré nord vers Roissy.

Deux options sont sur la table : prolonger le tunnel jusqu'en dehors de Paris ou utiliser la passerelle aérienne de la SNCF porte de La Chapelle actuellement dédiée aux transports techniques de l'opérateur. « Cette dernière option nous effraie, confiait récemment Olivier Ansart, président de l'association ASA PNE. Le passage d'un train en extérieur

toutes les sept minutes et demies mettrait en péril tout le travail de réhabilitation du secteur actuellement en cours pour améliorer le cadre de vie des habitants. »

Des études ont pourtant montré que l'enfouissement était possible et souhaitable mais les questions d'argent font craindre le pire. « On est passé de 600 millions à 1,8 milliard d'euros et l'État rechigne à s'engager dans le projet, laissant Aéroports de Paris et la SNCF seuls, avec pour l'heure 30 % du budget financé ! », ajoute Olivier Ansart. Au premier semestre 2016, une enquête publique est prévue et les associations de riverains comptent beaucoup sur cette période pour avancer la concertation et faire valoir les points de vue des habitants. Le chantier devrait commencer en 2017 et se terminer fin 2023 pour accueillir les Jeux Olympiques et l'Exposition universelle, pour lesquels Paris s'est portée candidate. **S. B.**

### 10 établissements

**L**e projet était porté au départ par l'École des hautes études en sciences sociales et l'École pratique des hautes études. Elles ont été rejointes depuis, par les universités Paris I, Paris VIII et Paris XIII et l'École nationale des chartes, le CNRS, l'INED, la Fondation Maison des sciences de l'homme (FMSH) et l'Université Paris III Sorbonne-Nouvelle. Dix établissements qui changeront la physionomie et l'image de toute la zone. **S. B.**



# L'école Pajol occupée contre l'expulsion d'un parent d'élève

Début d'année citoyen et engagé à l'école Pajol, quand toute une école a dit non à la reprise des expulsions brutales de parents sans-papiers.

**B**on retour en liberté : c'est ce qu'ont écrit le 20 janvier les enfants sur des cartes destinées à M. Gao, le papa chinois d'une de leurs petites camarades, arrêté par la police le 23 décembre, pendant les vacances de Noël, et maintenu 28 jours en détention au CRA (centre de rétention administrative) de Vincennes. Vous en avez sans doute entendu parler : la presse nationale y a largement fait l'écho. *Le Monde*, *Le Parisien*, *L'Humanité*, *Médiapart* ont tous souligné la mobilisation et la détermination de toute une école pour le faire libérer.

Au retour des vacances de Noël, les parents d'élèves de l'école sont alertés par Yves Coleman du Réseau éducation sans frontières (RESF) de l'arrestation de M. Gao, arrivé en France en 2011 mais sans-papiers. Il se trouve sous la menace d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF) alors que sa femme a, elle, déposé une demande d'asile dont le récépissé est valable jusqu'à fin mars.

### Décisions contradictoires

Scandalisés et inquiets pour cette famille dont la maman est enceinte, les parents s'organisent très rapidement. Épaulés par RESF, ils lancent une pétition. L'occupation « illimitée » est votée le 15 janvier avec une seule revendication : « la libération du papa ». Une quarantaine de parents prennent alors leur quartier par roulement dans l'école et dorment sur des matelas de gym. Ils tiennent une assemblée générale tous les soirs, font parler d'eux, élargissent leur réseau et contactent les élus.

Le dimanche 17 janvier, M. Gao passe devant le juge des libertés en début d'après-midi mais le consulat chinois ne l'a toujours pas reconnu comme un de ses citoyens : il n'est donc pas expulsable. Le juge le remet alors en liberté. Soulagement et explosion de joie chez les parents mobilisés mais douche froide en fin d'après-midi : le Parquet fait appel. La Cour européenne des droits de l'Homme dit pourtant qu'on ne peut pas séparer un enfant



En janvier, les parents d'élèves se sont relayés jour et nuit dans l'école pendant l'occupation contre l'expulsion d'un papa sans papiers.

de sa famille (article 8) mais, constate amèrement Éric, un des parents d'élèves, « l'intérêt supérieur de l'enfant, tout le monde s'en fout. »

### Tambours et trompettes

Le lundi 18 en début de soirée, parents et enfants, avec banderoles, tambours et trompettes, marchent sur la mairie du 18e et demandent à être reçus par le maire, Éric Lejoindre. Ils rencontrent finalement Philippe Darriulat, adjoint chargé des affaires scolaires, de la réussite éducative et des rythmes éducatifs, à qui ils demandent de relayer leur action auprès du gouvernement. Ils alertent également Daniel Vaillant.

Le mardi 19 au matin, M. Gao passe devant le juge de la cour d'appel et est remis en détention. Trop c'est trop ! Le soir même en AG, les parents décident de continuer d'occuper l'école. Ian Brossat, adjoint à la mairie de Paris, se fait représenter ; Pascal Julien, conseiller de Paris, y assiste. Un nouveau mail est envoyé à Colombe Brossel, adjointe à la maire de Paris chargée des questions relatives à la sécurité, la prévention, la politique de la ville et à l'intégration. Et dans la matinée du mercredi 20, une trentaine de parents bloque le carrefour

de La Chapelle pendant presque une heure jusqu'à l'arrivée de la police, puis se dispersent dans le calme.

De retour à l'école, ils apprennent que M. Gao est enfin libéré. Émus et soulagés, ils assistent l'après-midi à son retour et à ses retrouvailles avec sa femme et sa petite fille de 5 ans, qui n'a pas vu son papa depuis presque un mois. Pendant sa détention, la famille a fort heureusement été prise en charge par la famille du traducteur chinois de l'école qui « a le projet d'accueillir tous les enfants et tous les parents et ça se sent ». Elle collabore également avec un traducteur arabe et tamoul.

Pour les parents, les enseignants et les enfants, réunis joyeusement le soir même autour d'un verre, c'est une « première victoire forte et symbolique », partie d'un « mouvement de parents non politique, un mouvement spontané de solidarité et d'empathie ». Un mouvement qui

« paraissait une évidence » car, pour eux, « l'école ne peut pas être indemne de ce qui se passe dans le 18e » où « depuis deux ans trop de réfugiés sont maltraités ». Quant à la directrice, elle s'exclame « quel bonheur, après cette année horrible », souligne que ce mouvement « ça respire la vie » et que les « valeurs de la République, elles sont à l'œuvre à l'école ».

Conclusion heureuse donc, mais les parents et les enseignants restent vigilants et solidaires et « comptent bien suivre au plus près les avancées du dossier de M. Gao Peng ».

Sylvie Chatelin

### La bonne tambouille, c'est reparti !

La deuxième édition de cette fête de quartier organisée par des associations et des habitants de La Chapelle-Marx Dormoy aura lieu le samedi 6 février de 10h à 14h sur la place Mac Orlan. Un atelier pour apprendre à semer sera proposé par les Vergers urbains et les Gens de Cottin. En plus de la soupe fabriquée avec les légumes de l'Amap HSBC, il y aura des plats cuisinés du monde proposés par le traiteur Mam' Ayoka, une entreprise sociale qui travaille avec des personnes en insertion. Des légumes d'agriculture raisonnée cultivés en Île-de-France seront à nouveau proposés à la vente. Les habitants pourront aussi découvrir la permanence chorégraphique des laboratoires d'actions artistiques et de créations chorégraphiques. Quatre autres dates sont prévues d'ici la fin de l'année scolaire : 12 mars, 9 avril, 7 mai et 11 juin. F.F.

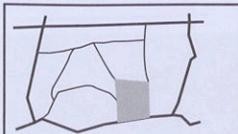
### Recherche livres jeunesse

Le Circul'livre de La Chapelle recherche des livres jeunesse récents ou non, et notamment des mangas afin d'enrichir son stock. Organisé par le conseil de quartier La Chapelle - Marx Dormoy, le Circul'livre de La

Chapelle met gratuitement des livres à la disposition des habitants en leur demandant de les remettre à leur tour en circulation une fois lus. On peut les abandonner dans un lieu public ou les rapporter rue LOLive devant le marché, chaque

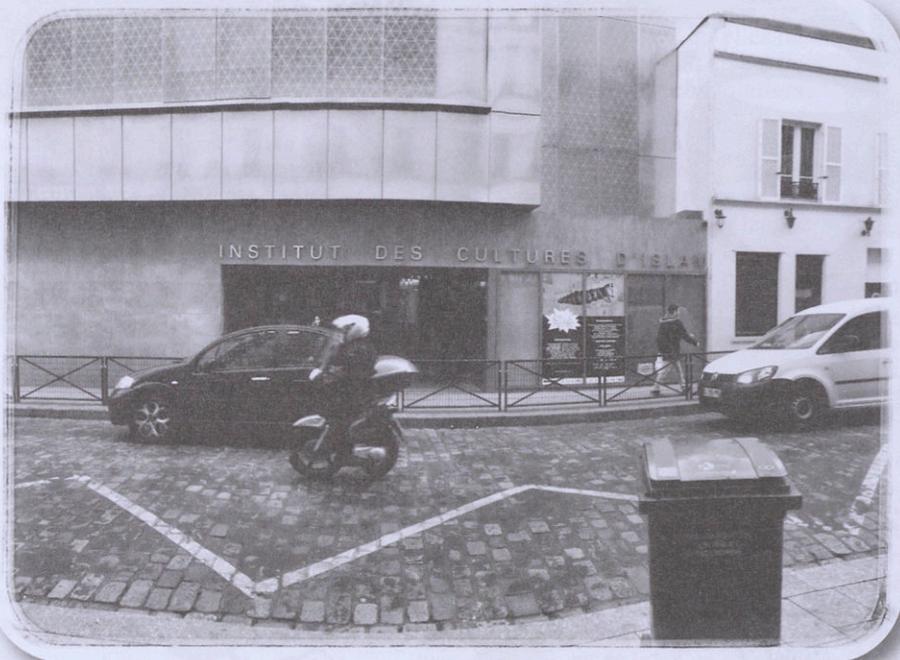
premier samedi du mois. Prochain rendez-vous : samedi 6 février de 10h30 à 12h30. En cas de mauvais temps, le Circul'livre établit ses quartiers dans la halle du marché.

N.D.



## Institut des cultures d'islam : problèmes en série

Bail contesté, hammam fermé, sans parler de l'abandon du site Polonceau-Poissonniers : un vent mauvais souffle sur l'Institut des cultures d'islam.



© Charlotte Wattelet

« exclusivement pour objet l'exercice d'un culte » et relevant de la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État. Pour respecter les règles de la laïcité, la Ville de Paris était obligée de prévoir un contrat distinct pour la salle de prières, qu'elle ne peut financer. La décision de la CAA ne remet pas en cause ce montage et, d'ailleurs, n'annule pas explicitement le bail lui-même.

La Ville de Paris devra verser 1 500 € au plaignant en remboursement de ses frais et non « 150 000 € en réparation du préjudice lié à l'augmentation de ses impôts fonciers » et « 50 000 € en réparation du préjudice moral qu'il subirait au cours des 99 prochaines années » que celui-ci

réclamait en tant que contribuable local ! Mais les deux parties ont encore la possibilité de se pourvoir en cassation devant le Conseil d'État.

Comment l'Institut des cultures d'islam (ICI) de la rue Stephenson, va-t-il pouvoir sortir de l'imbroglio concernant la validité du bail de sa salle de prières ? En effet, un arrêt de la Cour administrative d'appel (CAA) de Paris du 26 octobre 2015 a annulé les délibérations du Conseil de Paris de 2013, autorisant le maire à conclure un bail pour 99 ans avec la Société des Habous et Lieux saints de l'islam, placée sous l'égide de la Grande mos-

quée de Paris. Il annule également le jugement du tribunal administratif de Paris du 20 mai 2014 qui validait ces décisions.

### Respect de la laïcité

L'affaire est compliquée. Cette décision de la CAA porte sur la nature juridique de l'association signataire : ses activités sont à la fois culturelles et cultuelles et elle relève de la loi de 1901. Or la puissance publique ne peut conclure ce type de bail qu'avec une association ayant

### Malfaçons au hammam

Ouvert début avril 2014 et fermé à peine un an plus tard, le hammam de l'ICI devrait rouvrir avant l'été prochain... si tout va bien ! Un appel à projet a été lancé pour le choix d'un nouveau prestataire. Les offres devront être remises au plus tard le 15 février, les candidats retenus seront

reçus le 9 mars, pour une décision définitive le 4 avril et une « mise en service dans les meilleurs délais ». Peu de temps après l'ouverture, les superbes mosaïques vert jade ont commencé à se décoller, et puis de plus en plus, rendant les salles inutilisables ! Tout a maintenant été refait mais une expertise est en cours car plusieurs sous-traitants sont intervenus et il s'agit de déterminer les responsabilités de chacun.

La société prestataire Zeïn n'a pas poursuivi la gestion, qui devenait compliquée du fait de l'état des lieux. Mais dès le départ, les tarifs assez élevés que nous avons critiqués (voir le numéro de juin 2014) n'ont pas attiré la clientèle du quartier.

Le choix du nouveau prestataire tiendra compte de la solidité de la structure, de la compétence de ses techniciens et aussi de sa capacité à ne pas exclure une partie des habitants. Reste le problème, non résolu, du remboursement des abonnements et cartes cadeaux qui n'ont pu être utilisés.

Annie Katz

## Camille ne fêtera pas ses 108 ans

C'était l'âme de la villa Poissonnière. On rigolait bien avec elle », se souviennent ses amis du quartier. Camille Delorme est décédée le 18 janvier, tout doucement pendant son sommeil. C'était la doyenne du quartier. Nous avons fait son portrait il y a tout juste deux ans, en février 2014, à l'occasion de ses 106 ans. Jusqu'au bout, sa verve avait fait la joie de la petite bande qui, avec sa fille Sabine, entourait cette très vieille dame. Elle n'avait plus la force de quitter son lit, elle qui avait tant aimé aller danser et qui fût longtemps de toutes les fêtes, mais elle gardait le goût de la compagnie et de la causette. Elle aurait eu 108 ans le 15 février. **MOF**

## Prose tire sa révérence

La librairie-galerie Prose ferme définitivement ses portes le 29 février. La boutique du 43 rue Myrha indique qu'il y aura des affaires à faire, notamment tous les livres d'occasion seront à 1€ quel que soit le format ou la pagination. ■

## Vous voulez nous soutenir ? Abonnez-vous !

Je m'abonne pour 6 mois (6 numéros) : 15 €

Je m'abonne pour un an (11 numéros) : 26 €

Je m'abonne pour 2 ans (22 numéros) : 50 €

Je m'abonne un an et j'adhère à l'association des Amis du 18e du mois : 44 € (26 € abonnement un an + 18 € cotisation)

Je souscris un abonnement de soutien : 80 € (26 € abonnement un an + 54 € cotisation)

Je me réabonne pour un an (11 numéros) : 26 €

Je me réabonne et j'adhère à l'association des Amis du 18e du mois : 44 € (26 € abonnement + 18 € cotisation)

J'adhère à l'association : 18 €

Abonnement d'un an à l'étranger : 31 €

Remplir en lettres capitales et envoyer avec le chèque à l'ordre de Les Amis du 18e du mois, 76 rue Marcadet, 75018 Paris :

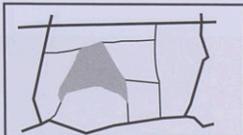
NOM : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

E. mail : .....

Si vous souhaitez recevoir une facture, veuillez cocher la case ci-après :  Toute correspondance concernant les abonnements (changement d'adresse, réclamation, demande de facture, etc.) doit être envoyée par écrit. Merci.



On serait tenté de l'appeler « la rue de la soif ». Sur moins de 300 m, entre la rue Nicolet et la rue Marcadet, pas moins de quatre bars à vins ou/et à bières, tous du côté impair, s'ajoutent aux nombreux restaurants de la rue Ramey. Itinéraire pour une longue virée.

### Le plus nature : Cave 18

Ambiance bon enfant dans ce lieu minuscule, autour d'Éric le caviste. On vient y acheter son vin et quelques autres bonnes choses (tome, huile d'olive, etc). On vient aussi consommer sur place, sur des tables de jardin colorées dehors, sur le large trottoir de la placette Marcadet-Ramey, ou à l'intérieur, blotti entre les étagères couvertes de bouteilles. À l'heure du bar, entre 17 h et 21 h en semaine et toute la journée le week-end, on peut aussi grignoter des tapas pour quelques euros, des assiettes de charcuterie ou de fromage à 12€, un camembert rôti (pour deux ou trois personnes sauf appétit gargantuesque) à 16 €. Verres de vin entre 3,5 € et 5 €. Pour le vin à emporter, la cave est ouverte tous les jours et même jusqu'à 23 h les vendredi et samedi, 14 h le dimanche. Petits prix, bons vins et gentillesse garantis.  
□ 65 rue Ramey.

### Le plus pub : Coq & Bock

Ouvert en juillet 2014, ce bar ne désemplit pas chaque soir du mardi au dimanche entre 16 h et 1 h 30 du matin, ni pour le brunch le dimanche. On y boit force bières : 20 bières en bouteilles, dont celles de plusieurs brasseries artisanales parisiennes, notamment celle de la Goutte d'Or ; une demi douzaine de bières pression, de 2 € le galopin à 11 € le formidable d'un litre ! Également un bon choix d'alcools, dont l'absinthe à la mode. Choix assez limité de vins, surtout au verre (4,5 €). Et une jolie ardoise de plats maison, dont un très bon fish & chips à 12 € pour le côté british du lieu, et au même prix un bourguignon hexagonal. Frites à 5€, frites québécoises au fromage à 7€, idem pour l'os à moelle grillé. Desserts à 5 ou 6 €. Décor sobre, avec moult photos sympas au mur. Bonne ambiance, genre pub anglais, et clientèle assez jeune. Pour boire un verre dehors, on s'as-

sied sur des planches posées sur des fûts de bière !  
□ 57-59 rue Ramey.

### Le précurseur : Le Nansouty

La réputation de ce premier bar à vins ouvert dans la rue n'est plus à faire dans le quartier. Si bien qu'il lui est né, voici quatre ans, une petite sœur juste à côté, rue Custine, la Cave à manger Nansouty. Des vins plein les murs dans les deux lieux, avec un choix assez large entre 22 € et 74 € la bouteille (pour un Saint-Julien). Au déjeuner comme au dîner (sauf le lundi soir), une même cuisine aussi pour les deux, avec une carte régulièrement renouvelée de plats variés, un brin canaille comme la tête de veau ou le jarret de porc, les deux à 16 €, ou plus légers et branchés comme un merlu de ligne aux petits légumes ou une cocotte de légumes bio. Quelques desserts à 6 ou 7 € (crème brûlée, mi-cuit au chocolat...). La comparaison s'arrête là car la configuration des deux établissements diffère : on s'entasse sans façon dans la minuscule Cave alors que l'on peut prendre ses aises dans le restaurant/bar tout en longueur ; dans ce dernier, en plus des tables classiques, une grande table

d'hôtes accueille les consommateurs ouverts aux rencontres.  
□ 35 rue Ramey et 38 rue Custine.

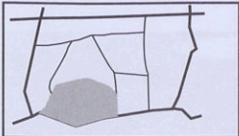
### Le plus récent : Le Petit atelier

Ouvert depuis juste un an, cet établissement aussi est jumelé, cette fois avec son grand frère, le restaurant contigu L'Atelier. Le lieu est exigu, à peine trois ou quatre tables hautes entourées de tabourets de bar. Les bouteilles sont rangées par région tout autour. Look branché : vieux mur de briques brutes, moulures anciennes au plafond et carreaux de ciment au sol, tout ça d'origine, ampoules mode à filament. On s'y serre du mardi au samedi de 17 h 30 à minuit... ou plus. Verres de vin entre 5 et 10 € en choix limité, plus large pour les bouteilles. Pour les petits creux, des planches charcuterie ou de fromage à 12 €, os à moelle à 7 €, terrine à 6 €. En cas de grosse faim, les plats chauds arrivent directement des cuisines du restaurant L'Atelier, juste à côté : raffinés mais assez chers. Entre 11 h 30 et 15 h 30, on peut acheter ici des produits de terroir à emporter.  
□ 23 rue Ramey.

Marie-Odile Fargier  
Illustrations :  
Séverine Bourguignon

# On lève le coude rue Ramey





## Montmartre

# Illénè, le projet gourmand de deux femmes libres !

Elles sont venues de Corée découvrir les recettes du chocolat à la française... et elles sont restées.

**L**est né le divin enfant... » Oui, Illénè, c'est le nom qu'ont choisi pour leur boutique deux amies et associées coréennes – l'une pâtissière, l'autre chocolatière. Et déjà le succès et la reconnaissance sont là : la boutique a ouvert en juillet dernier et, dès décembre, elle est primée par la Ville de Paris parmi huit artisans des métiers de bouche. Une récompense décernée par un jury composé de la chambre des métiers, de la chambre de commerce et des fédérations professionnelles.

Toutes deux originaires de Corée, Cho Hyejin et Ahn Hyunson sont venues en France pour apprendre la pâtisserie et le chocolat, séduites par la réputation de la gastronomie française et spécialement le travail du chocolat. Elles soulignent que, à la différence de la Suisse et de la Belgique, il y a ici « une place pour le travail artisanal » où la recherche de la qualité prime sur la multiplication des ventes.

### De la science au chocolat

Avant de bâtir leur projet puis de s'installer à Montmartre, les deux fem-

mes ont commencé leur vie comme scientifiques, l'une chimiste, l'autre immunologiste, carrières qu'elles ont abandonnées pour faire leur apprentissage chez de grands chocolatiers. D'abord stagiaires, elles ont été embauchées et surtout encouragées par les grands noms et sont devenues chefs dans leurs spécialités. Outre les secrets du chocolat, elles ont appris la langue de Molière et les voilà installées rue Tholozé, dans une ancienne pharmacie, après de longues recherches et la visite d'une centaine de boutiques,

### Les meilleurs produits

Elles se considèrent comme « *artisans de base françaises* » et leur projet est entièrement financé par leurs soins. Elles ne veulent pas d'une franchise, ni d'une chaîne, comme les chefs qui vendent leur nom : elles sont fières d'être indépendantes et libres, même si cela comporte des aléas. Choisir les fournisseurs, traiter en direct avec eux, « *savoir ce que l'on est et fait par expérience personnelle* », c'est leur philosophie, et c'est réjouissant de voir qu'un commerce de bouche peut enco-



Ahn Hyunson, l'une des deux créatrices de la boutique, devant l'enrobeuse de chocolat.

© Christian Adnin

re s'installer dans ce quartier des Abbesses envahi par la multiplication des boutiques de vêtements.

La façade est sobre, gris anthracite, égayée par des voitures en chocolat de bonnes dimensions, réalisées pour un ami passionné de maquettes. Ça a plu ; aussi les voitures, entières ou non, sont-elles encore là ! À l'intérieur, on les voit travailler dans le laboratoire juste derrière la vitre et où coule de l'enrobeuse un beau jet de chocolat. On y trouve ce qu'elles ont appris, la base, le praliné et la ganache, mais aussi des créations qu'elles expérimentent puisque leurs recherches continuent. Bonbons de chocolat au sel fumé, chocolats parfumés

avec une épice du Népal, plutôt amère, et agrémentés de la petite prune verte confite de Corée... À découvrir !

Dans leurs créations, les deux chefs jouent avec leur origine coréenne et leur savoir-faire français et utilisent les meilleurs produits : les amandes viennent de Valence en Espagne, les noisettes du Piémont italien. Et bien sûr, côté pâtisserie, on trouvera des macarons ! Les résultats méritent le détour : fraîcheur, qualité et originalité sont au rendez-vous et les clients ne s'y trompent pas. Illénè est né sous une bonne étoile !

**Danielle Fournier**

□ 4 rue Tholozé, 01 71 73 40 42.

## Chocolats grands crus chez Kosak

15 m<sup>2</sup> de gourmandises cacaotées succèdent l'hiver aux glaces de la belle saison.

**É**légamment habillée de noir discrètement piqué de rose, surmontée de son logo à moustache et toque cosaques, la boutique Kosak est dédiée aux grands crus de chocolat. Des chocolats sélectionnés par Catherine et Nathalie qui mettent un point d'honneur à proposer du « *haut de gamme* » à prix modéré à la clientèle. En sommeil, leur activité « glaces artisanales » reprendra au printemps-été.

### Du monde entier

La vitrine promet en lettres d'or « Bean to bar to you » (« De la fève à la tablette »). D'emblée, le parfum des chocolats flatte les narines. À gauche, sur fond noir, un « mur de chocolats » en tablettes, composé de plaques du monde entier habillées de jolis papiers signalant leurs origines. Des cacao rares, cultivés par des petits planteurs d'une vingtaine de pays (Madagascar, Amérique latine, Afrique, Nouvelle Guinée, Inde, Bali (Indonésie)), ont reçu de grands prix internationaux comme mentionné au



© Charlotte Wattelet

**Une mini-boutique bonbonnière qui propose des chocolats du monde entier sous toutes les formes.**

coin de leurs enveloppes.

Les artisans chocolatiers du monde entier s'occupent de la torréfaction, du

broyage, et de l'affinage, parfois depuis quatre générations au sein d'une même famille. Par exemple, le cho-

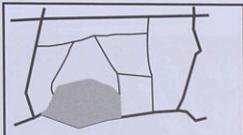
colat Oialla tout de blanc vêtu est récolté et prétraité en Bolivie. Le chocolatier danois du même nom s'occupe ensuite de la fabrication de la bien nommée « Rolls » des chocolats.

Au centre de cette adorable bonbonnière de 15 m<sup>2</sup>, une console attire l'attention. Ornée de jolis cornets de noisettes-gingembre-chocolat, de Chocome – tablettes-bijoux incrustées d'or 23 carats – elle recèle de petits pots de confitures artisanales malgaches 100 % naturelles : citronnelle-gingembre, mandarine-rhum, ananas-vanille-romarin, et baobab !

Les « Barres infernales » au lait, au nougat, à la pistache, de François Pralus, sont présentées en berlingots rose et or. De charmants coffrets mauves, roses, garnis de framboises entières, chocolat blanc et poudre de framboises, ou amandes de Sicile, chocolat blanc et sel de Guérande fondent en bouche. On craque pour les petits cubes cartons garnis de cinq napolitains Friis Holm, exquis chocolats noirs du Nicaragua à emporter partout.

**Jacqueline Gamblin**

□ 106, rue Caulaincourt, 09 80 73 35 60.



## Montmartre

# Rue des Trois Frères : Chez Aimé contre-attaque

Sandrine De Maio, patronne du bar Chez Aimé, conteste les propos du collectif des riverains de la rue des Trois Frères.

**T**iens Sandrine, il y a un article sur toi dans le 18e du mois. » « Ah bon ? » « C'est sur le vide-tes-poches, mais tu ne vas pas aimer ». Sandrine, c'est la patronne du bar Chez Aimé de la rue des Trois Frères. Une fois le papier lu, ni une, ni deux, elle saisit son téléphone et appelle le journal pour fixer un rendez-vous. An janvier, un article a été consacré aux soirées vide-tes-poches qu'elle organise et qui lui ont valu les foudres d'un certain nombre de voisins.

Pendant ces soirées, le verre de vin, le demi et certains jus de fruits sont vendus 1 €. Un tarif qui attire une clientèle jeune et nombreuse. Un collectif s'est constitué pour que ces soirées cessent. Trop de monde, trop de bruit, trop de saleté après la soirée. « Le problème, constate Sandrine De Maio, c'est que ce collectif n'est jamais venu nous voir, on ne sait pas qui ils sont ni combien de voisins ils représentent. »

### En stand-by depuis novembre

Posé sur le bar, l'article incriminé, de nombreux passages sont surlignés en jaune fluo... Ce que conteste la patronne, c'est la fréquence des vides-tes-poches dénoncée par le collectif

des riverains de la rue des Trois Frères. « Ils disent qu'il y a une, deux ou trois soirées par semaine, mais ce n'est pas vrai. Nous en organisons une toutes les deux à trois semaines. » Sandrine précise d'ailleurs que le concept du vide-tes-poches est propre à Chez Aimé, aucun autre bar de la rue n'en organise. D'autant qu'en ce moment, tout est en stand-by : « À cause de l'état d'urgence, précise Sandrine De Maio. La dernière soirée s'est tenue le 10 novembre, trois jours avant les attentats. Il faisait super bon, on a eu du monde mais compte tenu des événements, on veut protéger nos clients ».

### Pas de pub en plus

Autre sujet de discorde : le collectif reproche à Sandrine de Maio de baisser le rideau à 2 h du matin et de laisser ses clients continuer à faire du bruit jusqu'à 4 h. « Le vide-tes-poches s'arrête à minuit, après on reprend des tarifs normaux, conteste Sandrine. On le fait exprès, pour que les gens partent tranquillement et qu'il n'y ait pas trop de monde. Quand le bar ferme, la plupart des clients se sont déjà éparpillés. Et le peu qui reste fini sa conversation et s'en va. » La rue des Trois Frères compte de nombreux



Un autre collectif s'est créé pour soutenir Sandrine, la patronne du bar Chez Aimé, indignée par les reproches des riverains.

bars, qui ont tous leur clientèle. À 2 h du matin, à leur fermeture « ça redescend de toute la rue... mais à 2 h 30, il n'y a plus personne. »

Comment sont organisées les vides-tes-poches ? Un mail est envoyé aux clients du bar. Ce sont des clients ciblés car le but du jeu est de ne pas attirer trop de monde. « C'est pour ça que ça se passe par mail et qu'on ne fait pas de pub en plus. » Si un client arrive et demande son inscription sur la mailing list, « avant de le faire, on regarde si on le sent ou pas ». Après viennent s'ajouter les touristes qui voient du monde devant le bar. « Les personnes qui n'arrivent pas à bien à gérer l'alcool sont systématiquement enlevées de la liste de diffusion. » Depuis trois ans que ces soirées existent, la patronne n'a recensé aucune situation difficile à gérer « Pas de bagarre, de nombreux clients sont des voisins, on se connaît bien ».

Le problème soulevé par ces soirées est également celui du prix des consommations dans les bars de la capitale. « Va trouver à Paris un bar qui donne la possibilité de boire un demi à 1 € et une pinte à 2 €. » Ces soirées sont organisées pour les petits porte-monnaie, explique Sandrine, pour qu'ils puissent passer une bonne soirée « sans que ça leur coûte une blinde ». Il ne s'agit pas pour la patronne de faire connaître son bar, car elle a déjà une clientèle d'habités. « Il y a des gens qui arrivent avec leur rouleau de pièces, nous, ça nous fait marrer. En plus, ce n'est même pas du business, parce que sur la quantité on n'est pas perdant mais ce n'est pas avec ça qu'on fait notre chiffre. »

### Gobelets consignés

Quant à l'état de la rue après ces soirées, Sandrine affirme qu'à minuit et demi, deux personnes prennent des sacs poubelles pour ramasser les gobelets en plastique et s'il en reste malgré cela, ils sont ramassés le lendemain. Le problème, confie-t-elle, c'est que la rue n'est guère nettoyée. Les services de la propreté allument l'eau et basta... « Ils laissent redescendre les déchets. Après, ça stagne de partout. Après la Fête des vendanges, il a fallu attendre trois jours pour que la rue soit propre. »

Pour les prochains vide-tes-poches, des gobelets en plastique solide seront proposés en consigne afin que les clients les rapportent au bar.

« J'ai su que le collectif existait parce que des policiers sont venus. Ils ne m'ont pas verbalisé car ils n'ont rien constaté de spécial. » Car le problème n'est pas spécifique au vide-tes-poches. L'été, il y a du monde partout. La Fête des vendanges draine 500 000 personnes sur la Butte. « Là, c'est toute la rue qui fait la fête, c'est nos recettes de l'année à tous. C'est une belle fête et c'est génial. »

Alors, comment concilier l'activité des bars avec la tranquillité des voisins ? « Je suis disponible quand ils veulent et si ils veulent » conclut Sandrine de Maio. Rue des Trois Frères, un nouveau collectif est né... mais celui-là pour soutenir Sandrine et son bar.

Nadia Djabali

## Montmartre dans l'œil de Google

L'annulation pour cause d'état d'urgence de la traditionnelle Fête de la coquille place des Abbesses n'a peut-être pas nui à tout le monde. À la même date, du 21 au 24 janvier, la société Google a pu organiser un événement promotionnel baptisé « L'ascension virtuelle du Mont(Martre)Blanc ».

Sur deux stands, rue des Abbesses et place Émile-Goudeau, ainsi que dans les trois cafés de la rue Ravignan, décorés sur le thème de la neige et des glaciers, le premier moteur de recherche mondial, qui tend aussi à devenir l'unique, a brillamment fait preuve de son pouvoir exponentiel à organiser virtuellement nos loisirs (et plus si affinités). Animations, café, vin ou chocolat chauds gratuits, démonstrateurs et démonstratrices tout sourire, dans une ambiance conviviale et festive... tout était réalisé pour expliquer aux grands et aux petits, sur écrans larges ou tablettes, les bienfaits de la dernière invention du géant de l'Internet.

Lors de la présentation de son projet (la Cardboard, sortes de lunettes qui permettant cette visite virtuelle du Mont-Blanc), Google a expliqué – sans rire –

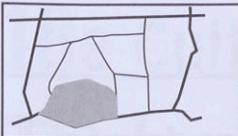


En haut de la rue Ravignan, un œuf de télécabine installé par Google.

que son objectif était « de rendre accessible à tous une ascension qui ne l'est que pour les sportifs chevronnés ». Le groupe multimilliardaire (14,4 milliards de dollars de bénéfice net annuel dans le monde) qui ne paye presque plus

d'impôts en France (5 millions d'euros sur 2014, soit -35 % par rapport à l'année précédente) serait-il devenu une société de philanthropie au service de tous ?

A.F.



## Grandes Carrières

# Des vêtements et des photos au Racket Store

Un drôle de nom pour la marque de vêtements d'un jeune créateur du 18e et sa nouvelle boutique dans le quartier des Grandes-Carrières.

**N**e craignez rien : on ne vous dépouillera pas au Racket Store, 152 rue Ordener. Il s'agit d'un lieu hybride entre commerce de prêt-à-porter et petite salle d'exposition. Thomas, un jeune homme de 22 ans qui a toujours vécu dans le 18e arrondissement et a créé sa propre marque, est bien conscient que ce *concept store* détonne dans le quartier : « forcément les gens ne sont pas encore habitués, il y a beaucoup de vieilles dames qui sont un peu interloquées, qui ne comprennent pas pourquoi on expose des photographies tout en vendant des vêtements ». Le jeune créateur reconnaît lui-même que

les quartiers de l'est de l'arrondissement, en pleine mutation, se seraient peut-être mieux prêtés à l'ouverture d'un magasin comme le sien. Mais il souligne l'importance « d'avoir des boutiques dans le quartier des Grandes-Carrières » où il a longtemps vécu. Il veut contribuer à démultiplier les lieux de vie dans cette partie de la rue Ordener.

### Urbain et décalé

Le projet de Racket Paris est né il y a trois ans. Le concept de la marque : « Prendre des photographies de quartiers parisiens et de les imprimer sur des t-shirts ». Depuis le projet s'est développé, la marque a évolué. Doré-

navant on peut aussi trouver sur les vêtements des messages décalés, parfois même absurdes. C'est le cas sur ce t-shirt qui arbore une photo d'un graffiti où l'on peut lire : « La boulangerie c'était mieux avant ». Le détournement est aussi très apprécié par le fondateur de la marque, comme le montre la nouvelle collection intitulée « Insécurité ». Prendre les choses à contre-pied et détourner les codes, tels sont les principes de la marque. Les prix des vêtements sont assez élevés avec des t-shirts à 30 €, mais Thomas veut de la qualité. D'ailleurs tout n'est pas cher, souligne-t-il : « On a des vestes de travailleurs à 60 € ; c'est un prix hors du marché : normalement c'est 120 minimum ». On peut aussi y acheter des bonnets à 18 €.

Un des objectifs du magasin est également d'exposer tous les mois de nouvelles collections, photographi-



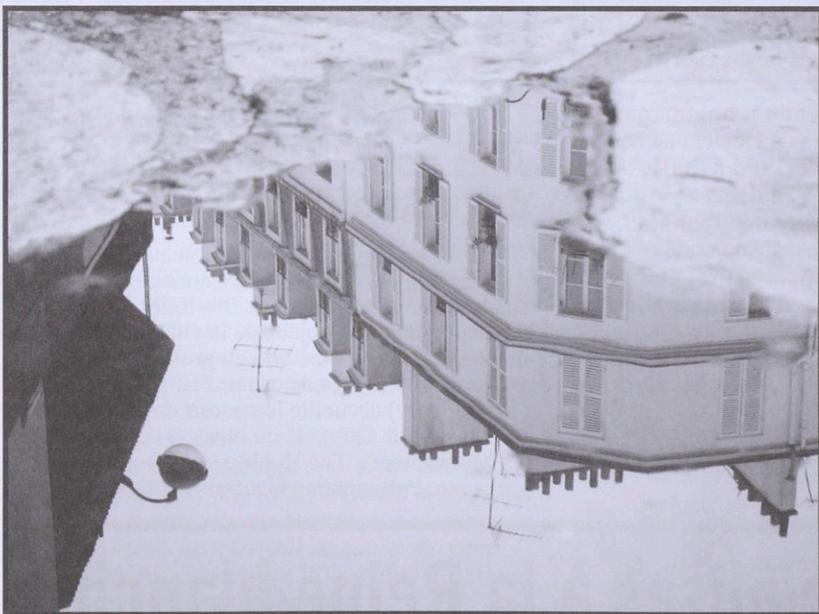
Derniers préparatifs lors de l'ouverture de la boutique.

ques ou autres. Actuellement les clichés qu'on peut y voir sont en vente à 100 € l'unité pour une dimension de 40x50 cm pour le cadre et 24x36 cm pour la photo. L'idée est aussi de promouvoir des artistes qui, selon Thomas, « ne bénéficient pas d'infrastructures pour s'exprimer ». Il souhaite que ce *concept store* participe à l'élan culturel de ce coin de l'arrondissement et qu'il devienne « un lieu de passage fréquenté par les gens du quartier ».

Alexandre Irollo

## 18e Culture

### 18 photos du 18e tous les mois sur facebook



© Le 18ème Pose

Un des clichés de 18ème Pose : un hommage rendu au photographe congolais Kiripi Katembo.

**I**ls sont deux, ils ont 22 ans et habitent depuis toujours le 18e. Ahmed Miled et Alexandre Irollo sont des passionnés de leur arrondissement. Et comme il n'y a que des preuves d'amour, ils ont créé une page facebook dans laquelle le 18e est célébré. Mais attention, pas de clichés touristiques : leur 18e à eux, celui qu'ils aiment, celui des habitants et des endroits par lesquels ils passent.

La formule : tous les mois, un album de 18 photos est mis en ligne.

« On fait ça en amateur, précisent-ils, mais on a un principe : quelle que soit la qualité du cliché, il n'y a ni retouche, ni recadrage. »

Les thèmes sont choisis à l'instinct et dépendent de la récolte. En ligne : les passages du 18e, et les immeubles. Également un documentaire d'un peu plus de trois minutes et demie, réalisé dans le cadre du concours « Filme ton quartier » organisé par France Télévisions.

Nadia Djabali

Facebook : Le 18ème Pose

Au cœur du 18<sup>e</sup>,  
un imprimeur près de chez vous !



IMPRESSION TRADITIONNELLE & NUMÉRIQUE  
COULEUR & NOIR/BLANC - KAKÉMONO

IMPRIMERIE  
Brochures, livrets, chemises, plaquettes,  
liasses, autocopiantes, têtes de lettre,  
affiches, etc.

IMPRESSION NUMÉRIQUE  
Manuels techniques, dossiers de presse,  
lettres d'informations, manuels de formation,  
thèses, mémoires, etc.

**PROMOPRINT** imprimerie offset et numérique

79 rue Marcadet 75018 Paris • Tél : 01 53 41 62 00 • Fax : 01 53 41 62 02  
contact@promoprint.fr • www.promoprint.fr

## Gérard Lopez, un médecin atypique à la Goutte d'Or

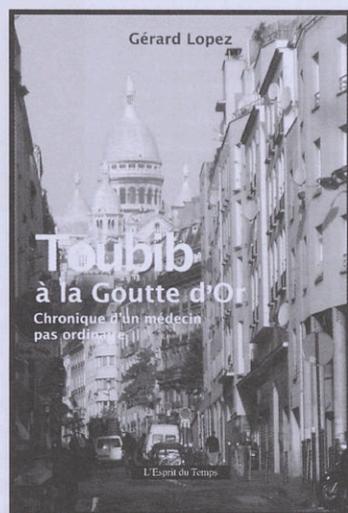
Le fondateur et président de l'Institut de victimologie de Paris nous livre le récit savoureux de ses débuts de médecin de famille dans un quartier et à une époque qu'il fait revivre avec verve.

**A**uteur d'une imposante bibliographie sur les cas de victimologie et les traitements du psycho-traumatisme, Gérard Lopez change de plume pour nous rappeler ses débuts de médecin de quartier dans *Toubib à la Goutte d'Or*. Puisant dans sa mémoire, il nous livre un récit autobiographique, riche en anecdotes, de cette période des années 1970 dont il garde un souvenir inoubliable, une nostalgie bien ancrée.

### La victimologie, un cheval de bataille

Curieux et enrichissant parcours professionnel que celui de Gérard Lopez, médecin atypique, « *pas ordinaire* ». Après des études de médecine à Paris, il fait son service militaire au Maroc. De retour en France, fauché comme les blés, il achète un cabinet dans le 18e, où il va officier une bonne dizaine d'années. Toubib de la Goutte d'Or, le matin, il bâtit sa spécialité de psychiatre en hôpital l'après-midi. Son cheval de bataille va devenir la prise en charge des victimes de violences sous toutes ses formes.

Pour cela, il créera en 1994 l'Institut de victimologie de Paris, dont il est toujours président, et sera un des membres fondateurs de la cellule d'urgence médico-psychologique mise en place par l'État dès 1995. Car pour cet expert judiciaire et enseignant à l'université Paris-V, « *en matière d'agression, il n'y a pas de graduation dans l'horreur. Les victimes souffrent toutes des mêmes troubles. D'un seul coup, la personne est mise en contact avec sa propre mort, et c'est insupportable* ». Et ce, qu'il s'agisse de victimes d'attentats ou de prise d'otages, d'une vieille dame à qui on arrache le sac à main ou d'un enfant battu... Dans son institut, qui ne bénéficie d'aucune subvention,



les personnes violentées et traumatisées sont prises en charge, aidées par trois psychiatres, deux psychologues, un psychanalyste et une secrétaire, tous bénévoles. Actuellement, 120 victimes des attentats de Paris y sont suivies.

### Comme un confessionnal

Dans son livre, chapitre après chapitre, rien n'est occulté de ses débuts de généraliste. En ce temps-là, le cabinet du médecin de famille servait de confessionnal. Tous les problèmes récurrents sont évoqués au fur et à mesure des consultations ou visites à domicile : la drogue, la prostitution, l'alcoolisme, les malfrats, les marabouts, les accros du sexe, la

veuve inconsolable... un panel à la hauteur de la Goutte d'Or. Mais au travers de ces récits savoureux, l'auteur se pose de vraies questions. Doit-on toujours dire la vérité au malade ? Et tire des conclusions : ne jamais critiquer le diagnostic du patient pour favoriser sa confiance, développer une politique de responsabilisation, aider à prolonger la vie, prendre très au sérieux les menaces de suicide, puis une recommandation, qui vaut ce qu'elle vaut : « *No zob in job !* »

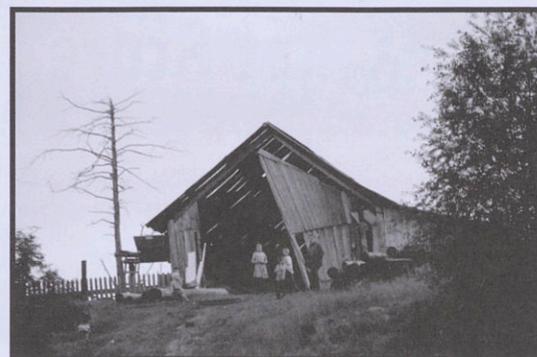
Enfin, Gérard Lopez, rend un hommage touchant à Paul Akoun, médecin, ancien élu au conseil d'arrondissement du 18e de 1995 à 2001, et qui créa l'Amicale des médecins du 18e.

Un livre très agréable à lire, tant par ses nombreuses anecdotes savoureuses, son style alerte et dynamique, que par son vocabulaire, élégant et accessible à tous. À noter sur vos agendas : l'auteur donnera une conférence-dédicace le dimanche 14 février à 15 h à la Halle Saint Pierre (2, rue Ronsard).

**Michel Cyprien**

□ *Toubib à la Goutte d'Or*, de Gérard Lopez, L'Esprit du Temps, 18 €. Disponible à compter du 11 février.

## Clément Cogitore, lauréat du Prix du Bal



Un des clichés du projet Braguino du photographe Clément Cogitore.

**L**e Prix de la Jeune création du Bal a été décerné à Clément Cogitore pour son projet Braguino, voyage photographique et filmique à la recherche d'une « communauté impossible » et recluse au cœur de la forêt en Sibérie. L'œuvre de Clément Cogitore se situe entre documentaire, art contemporain et cinéma. Ce travail sera exposé au Bal à l'automne 2017 et accompagné d'une publication.

Le Bal et l'Association des auteurs d'arts graphiques et plastiques (ADAGP) souhaitent soutenir sur le long terme et en profondeur l'émergence d'un travail artistique. Une dotation de 20 000 € permet au lauréat de mener à bien son projet.

Le jury a également distingué, parmi les 426 dossiers reçus, six coups de cœur : David de Beyter, Rebecca Digne, David Fathi, Wiame Haddad, Gábor Arion Kudász, Matthieu Raffard. Ils bénéficieront en septembre 2016 de deux journées de masterclass où ils pourront rencontrer des professionnels et personnalités du monde des arts visuels (éditeurs, graphistes, responsables d'institution, critiques, artistes, collectionneurs, etc.) dans le but de mieux cerner les enjeux de leur travail, d'enrichir et de faire évoluer leur projet de création. ■

### À et pour l'Écho-musée de la Goutte d'Or

**J**usqu'au 15 février, exposition au 21 rue Cavé, des rappers de la Scred Connexion qui fêtent cette année leur 18 ans. Des toiles, des photos, des sculptures, des objets, de la vidéo et de la musique qui racontent l'histoire du groupe.

Samedi 20 février, le centre Fleury Goutte d'Or (1 rue Fleury) accueille le concert de soutien à l'Écho-musée. Du rock, du blues et de la folk avec les Moonshiners, The Hobblers et Insolito Universo. Participation aux frais : 10€. ■

## Les Émigrés ont posé leurs valises à la Reine blanche

Une pièce de Slawomir Mrozek écrite en 1975, et pourtant très actuelle, qui met en scène des réfugiés politiques fuyant un régime totalitaire ou économiques tentant d'échapper à la misère.

**C**omédien et acteur (*Mains armées*, de Pierre Jolivet en 2013) originaire du Kosovo, Imer Kutllovci a mis en scène Les Émigrés en actualisant le texte de l'auteur polono-français Slawomir Mrozek, paru en 1975. Pour cette « *grande œuvre* », qu'il avait déjà vue dans son pays et en France, il est passé du fond à la forme, sans suivre le point de vue descriptif de l'auteur. Pour sa quatrième mise en scène, l'ex-auxiliaire de la Comédie française, propose, avec le concours de deux bons comédiens et acteurs (Mirza

Halilovic et Grigori Manoukov), sa version des *Émigrés*, cabossés par la vie dans leurs pays volontairement non défini. Au grenier qu'il partage avec ses camarades d'infortune, valises en carton glissées sous les cageots leur servant de couchés, l'intellectuel fuyant un régime totalitaire goûte sa liberté nouvelle, projetant d'écrire un roman. Son compagnon, un ouvrier, a laissé « *au village* » une femme et des enfants, pour des raisons économiques. Il rêve d'aller les retrouver un jour, les poches pleines et de construire une maison. Un soir de réveillon, entre une

orange et une bouteille d'eau de vie, entre coups torus, coups de gueule et de poings, faux départs et réconciliations fraternelles, ces deux-là tentent de régler leurs problèmes. Comme chacun de nous, « *ils posent des questions, mais n'ont pas de solution* », conclut Imer Kutllovci. Mais le talent est bien au rendez-vous, qui voit la salle comble acclamer debout *Les Émigrés*.

**Jacqueline Gamblin**

□ À La Reine blanche, jusqu'au 5 mars. 2 bis, passage ruelle, 01 40 05 06 96.

## Toulouse-Lautrec en BD !

Les éditions Glénat ont lancé en 2015 une collection de bandes dessinées consacrée aux grands peintres. Olivier Bleys et Yomgui Dumont ont imaginé un polar autour de l'œuvre *Panneaux pour la baraque de la Goulue*, réalisée par Toulouse-Lautrec.



La première page donne le ton. Bienvenue au Moulin rouge en hiver 1895. L'heure est à la fête dans le mythique cabaret parisien. Les bourgeois s'encanaillent, les femmes sont élégantes. La salle est décorée de drapeaux français, éclairée par des lustres grâce à l'électricité qui existe depuis peu. Dans la bande dessinée imaginée par Olivier Bleys et Yomgui Dumont, Toulouse-Lautrec se retrouve au cœur d'un polar autour de l'œuvre *Panneaux pour la baraque de la Goulue*.

Les éditions Glénat ont lancé en 2015 une collection de bandes dessinées consacrée aux grands peintres. À la base, une idée : « On dit d'un grand tableau qu'il raconte une histoire... Laissez-nous vous raconter l'histoire qui se cache derrière ». Glénat prévoit de publier 20 bandes dessinées consacrées à d'illustres peintres.

### Le peintre du vice et des bas-fonds

Dans celle consacrée à Toulouse-Lautrec, les auteurs invitent les lecteurs à découvrir cet artiste qui s'était installé à Montmartre, considéré comme « le peintre du vice et des bas-fonds ». « Le cadre du récit est fidèle car bien documenté, la plupart des personnages ont existé, mais l'intrigue est une pure création », explique Olivier Bleys, le scénariste. « Le principe de la collection Grands peintres est d'imaginer les circonstances de production d'une œuvre d'un artiste célèbre. Les auteurs ont carte blanche, à condition d'inscrire l'histoire dans un environnement réaliste. » En effet, la BD ne retrace pas la vie entière de Toulouse-Lautrec, elle permet « de capter au mieux

la personnalité de l'artiste et son œuvre », confie l'éditeur.

L'histoire se déroule au début de l'année 1895 : une affaire d'enlèvement de jeunes filles de bonne famille secoue le milieu de la nuit montmartroise. Le peintre et ses camarades sont rapidement soupçonnés. C'est dans ce cadre que Toulouse-Lautrec peint son œuvre, *Panneaux pour*

*la baraque de la Goulue*, réalisé spécialement pour la célèbre danseuse de cabaret. L'album se conclut par un cahier documentaire et pédagogique de huit pages conçu par Dimitri Joannidès, expert en art moderne et contemporain.

**Samuel Cincinnatus**

□ *Les grands peintres : Toulouse-Lautrec* d'Olivier Bleys et Yomgui Dumont, Glénat, 14,50 €.

## Adieu à Michel Galabru

Voilà, par une douce nuit de janvier, à 93 ans, Michel Galabru s'est éteint dans son sommeil. À cause d'une grande fatigue, il avait dû annuler fin septembre des représentations de son spectacle autobiographique, *Le Cancre*, qu'il donnait dans son théâtre de la rue de l'Armée d'Orient. Il avait surtout été très affecté par le décès de son frère, en 2014, puis de son épouse, Claude, en août dernier, auprès de laquelle il a été inhumé au cimetière de Montmartre.

Michel Galabru a traversé son époque et résisté au temps. Sa truculence, sa paillardise nous ont offert une grande palette d'émotions partagées avec lui, ce qui lui a permis de conserver, jusqu'au bout, une fraîcheur époustouflante. Le timbre de sa voix inimitable sentant bon la lavande et le serpolet l'a fait passionnément respecter. « C'était un éléphant qui faisait de la dentelle », disait un de ses proches. Belle image pour cette bonne âme, fidèle à ses engagements, observateur attentif de notre époque.

Lors de ses obsèques, son ami, Philippe Caubère,

lui a rendu un vibrant hommage en citant, entre autre, ces mots de Pagnol à Raimu : « Par bonheur, il nous reste des films qui gardent ton reflet terrestre, le poids de ta démarche et l'orgue de ta voix... Ainsi tu es mort, mais tu n'as pas disparu. Tu vas jouer ce soir dans trente salles et des foules vont rire et pleurer. Tu exerces toujours ton art, tu continues à faire ton métier. Et je peux mesurer aujourd'hui la reconnaissance que nous devons à la lampe magique qui rallument les génies éteints, qui refait danser les danseuses mortes et qui rend à notre tendresse le sourire des amis perdus »

Le théâtre Montmartre Michel Galabru a ouvert ses portes en 1850 sous le nom du Conservatoire Maubel, où séjournèrent Raimu et Pierre Fresnay. À l'abandon dans les années 1970, il fût racheté par Michel Galabru en 1984. Le théâtre, dirigé par Eric Reynaud-Fourton, et l'Ecole associée, dirigée par Jean Galabru, le fils du comédien, vont continuer à perpétuer l'image de cet immense artiste.

**Michel Cyprien**

## Théâtre Le Bourgeois gentilhomme



Photos DR

• Au Ciné 13, jusqu'au 12 février. De Molière, mise en scène de Matthias Fortune Droulers. 1 avenue Junot, 01 42 54 15 12.

**M**onsieur Jourdain fait un gros caprice : il est déterminé à devenir gentilhomme. Son entourage entend bien profiter de son ridicule pour lui soutirer le plus d'argent possible, avant de lui préparer une humiliation mémorable. Matthias Fortune Droulers revisite le texte de Molière dans une mise en scène explosive et féroce. Un tout nouveau *Bourgeois gentilhomme* modernisé, entre folie et démesure. Le tout joué par une jeune troupe d'acteurs qui a

déjà conquis le public l'été dernier lors du festival Théâtre à Taulignan, dans la Drôme. ■

## Théâtre Pour 100 briques t'as plus rien maintenant !

• Au Théâtre des Beliers Parisiens, du 8 au 14 février 2016. De Didier Kaminka, mise en scène d'Arthur Jugnot. 14 bis rue Sainte-Isaure, 01 42 62 35 00.

**P**inspirés par une série de braquages réussis, Sam et Paul, deux jeunes chômeurs, y voient la solution idéale pour se faire de l'argent facile. Ils décident de se lancer dans la préparation de leur premier casse, mais leur plan ne se déroule pas exactement comme prévu... L'histoire vous rappelle certainement quelque chose... Cette pièce est l'adaptation du célèbre film des années



1980, dans lequel jouait notamment Gérard Jugnot. Dans le rôle du metteur en scène, on retrouve cette fois son fils, Arthur Jugnot, qui revisite cette comédie culte dans une version déjantée et jubilatoire. ■

## Expo Métal et bois flotté

• Galerie Amtares, jusqu'au 12 mars. 29 rue Lamarck.

**L**es peintures acryliques sur bois de Ledoeufre, ce « routard », ont séduit Pierre Theodor, gérant de la galerie Amtares. Déclinés sur des morceaux usés d'épaves, voire de rames, ses marins aux visages burinés inspirés de masques et sculptures, torsos larges dans leurs maillots rayés, mains exagérément puissantes enserrant un verre de vin ou berçant tendrement un poisson voire son arête, sont très émouvants. Ici, un chalutier jaune aux flancs dodus tire une bouffée de sa cheminée, et sur le mur en face, l'une des rares femmes de cette collection pose une main sur son ventre généreux enfantant un poisson.

Quoi de commun, alors, avec les œuvres, fer et bronze, élégantes et légères, du sculpteur

Christophe Cayla, également exposées ? Une harmonie certaine, avec ces femmes-poupées, taille de guêpe et mouvantes, prêtes à voltiger grâce au pivot dissimulé dessous. « *La vie nous a prouvé que nous avons eu aussi des chanteuses et des boxeurs* » en couple, précise le gérant : puissance et légèreté vont ensemble. Grand voyageur, Christophe Cayla a découvert la légèreté des résines en France. En Afrique de l'Ouest il a appris à couler le bronze de manière ancestrale. Ses pièces complexes sont uniques. Sa série *Les Vagabonds*, manteaux de bergers superposés et flottants est, comme l'ensemble de l'œuvre, de la couleur superbe terre et feu. Un gracieux échassier migrateur, « *une cigogne* » précise l'artiste, entrouvre le bec, prête à claquetter. ■



Christophe Ledoeufre, acrylique sur bois.



## Théâtre Des territoires (Nous sifflerons La Marseillaise...)

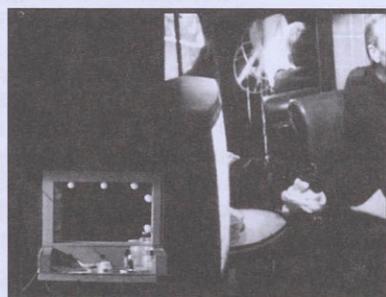
• Au Théâtre ouvert, jusqu'au 19 février. De et mise en scène de Baptiste Amann. 4 bis cité Véron, 01 42 55 55 50.

**D**ans un pavillon de banlieue, quatre frères et sœurs sont réunis après le décès de leurs parents. Il faut vendre la maison. Les souvenirs refont surface, la séparation se révèle douloureuse, l'héritage difficile à assumer. Jusqu'à ce qu'on découvre dans le jardin les ossements d'un noble exécuté à la révolution... Du XXIe au XVIIIe siècle, les Territoires se superposent, les époques se répondent. Baptiste Amann a écrit cette pièce pour s'interroger sur le « type de révolution qu'appellera le XXIe siècle ». ■

## Théâtre Polyeucte

• Au Théâtre des Abbesses, du 4 au 20 février. De Pierre Corneille, mise en scène de Brigitte Jaques-Wajeman, avec Pascal Bekkar, Clément Bresson, Aurèle Paris... 31 rue des Abbesses, 01 48 87 54 42.

**D**ans l'extrémisme. Riche tragédie, que cette pièce de Corneille écrite en 1641 et qui s'inspire de Polyeucte de Mélitène, un saint arménien qui aurait été martyrisé au IIIe siècle. Entre amour et religion, désir d'excès et désir de mort, la pièce apporte une réflexion sur la passion religieuse qui fait écho aux problématiques de notre temps, mise en scène par un spécialiste de Corneille. ■



## Théâtre Lettres persanes

• À l'Étoile du Nord, du 26 janvier au 13 février. De Montesquieu, adaptation et mise en scène de Guillaume Clayssen, avec Olav Benestvedt, Eram Sobhani, Hugo Dillon... 16 rue Georgette-Agutte, 01 42 26 47 47.

**P**ubliées en 1721 sous anonymat, Montesquieu ne voulant pas s'attirer les foudres de la censure, les *Lettres persanes* est la correspondance imaginaire de deux voyageurs persans partis d'Ispahan et qui traversent l'Europe jusqu'à Paris. Le philosophe Usbek, qui a laissé ses cinq épouses sous la garde de ses eunuques, et son ami Rica correspondent avec leurs proches restés en Perse, critiquant les mœurs et la société parisienne du XVIIIe siècle. Un spectacle alliant la parole et le chant. ■

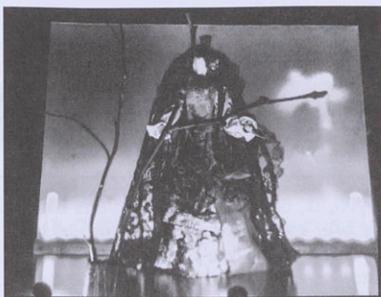
## Théâtre Le Jour du grand jour

• Au 104, du 9 au 20 février. Par la compagnie Théâtre Dromesko (Igor & Lily), texte : Guillaume Durieux. 5 rue Curial, 01 53 35 50 00.

**L**e théâtre Dromesko présente un spectacle à l'esthétique très soignée sur les grands événements de la vie. Composé de suites de cérémonies – mariage, enterrement, baptême, décorations en tout genre et autres banquet... –, il mélange musiques et textes, chant et danses, dans une ambiance surréaliste à la Kusturica, entre fantastique et loufoque. Des variations qui nous font réfléchir sur les rituels, leurs fonctions, leurs décors, les rapports entre le public et le privé, l'intime et le caché, par une compagnie connue pour son sens de la fantaisie et sa créativité. ■



Photos DR



## Théâtre Amours de Don Perlimplin

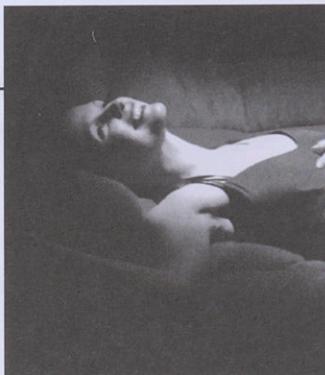
• À La Manufacture des Abbesses, jusqu'au 27 février. De Federico García Lorca, traduction et mise en scène de Dolores Lago Azqueta, avec Mario Tomás López, Jean-Philippe Marie et Eleonora Rossi. 7 rue Véron, 01 42 33 42 03.

Un vieux bourgeois tranquille épouse une jeune femme volage sur le conseil de sa servante. Il découvre l'amour, mais en mourra. Écrite en 1928, cette œuvre de Lorca fut d'abord interdite par la monarchie espagnole pour immoralité, avant d'être autorisée sous la seconde République et représentée en 1933. Entre tragédie et bouffonnerie, elle est interprétée ici par des comédiens et des marionnettes. Un spectacle qui joue avec les éclairages et la musique pour restituer au plus près de son origine cette pièce qui était, paraît-il, la préférée du poète. ■

## Théâtre L'humanité, tout ça tout ça

• À La Manufacture des Abbesses, jusqu'au 6 mars. De Mustapha Kharmoudi, mise en scène de Véronique Essaka-De Kerpel, avec Sanda Tafic-Droumaguet. 7 rue Véron, 01 42 33 42 03.

Une mère et sa fille qui fuient la guerre, un voyage dans le coffre d'une voiture, des passeurs violents, la mendicité et la prostitution pour survivre... Évidemment tout ça n'est pas bien gai, mais c'est le quotidien de milliers de migrants, auxquels redonne une voix ce texte poétique et violent de Mustapha Kharmoudi. C'est la fillette qui raconte le voyage : « *La voiture elle s'arrête. Maman elle dit il faut pas tu bouges, il faut pas tu parles, il faut pas tu fais aucun bruit...* » Une pièce créée en 2012 et saluée par la critique. ■



## Théâtre La chambre de Milena

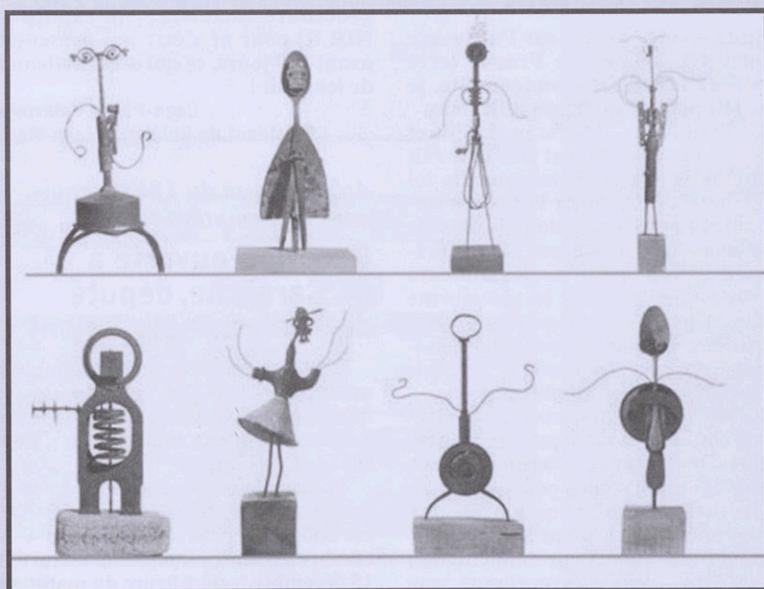
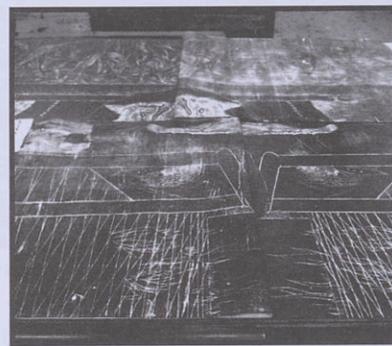
• À L'Atalante. Du 5 au 22 février. De et mise en scène de Filip Forgeau, avec Soizic Gourvil et la voix de Daniel Mesguich. 10 place Charles-Dullin, 01 46 06 11 90.

Cette pièce est librement inspirée de la vie de la journaliste et écrivaine tchèque Milena Jesenska, destinataire des fameuses *Lettres à Milena*, de Franz Kafka. De son enfance à Prague dans les années 1900 à sa mort en 1944, au camp de Ravensbrück, en passant par sa relation passionnée avec l'auteur de *La Métamorphose* – dont elle fut aussi la traductrice –, on suit le destin d'une jeune femme libre, témoin de son temps et engagée dans l'Histoire. ■

## Expo Sept fois Jack

• Espace Canopy, les 20, 21, 27 et 28 février. 19 rue Pajol.

Comment un petit chien peut-il évoquer... le sourire énigmatique de l'acteur Jack Nicholson ? Seule l'imagination de l'artiste Tereza Lochmannov à après avoir croisé une « dame au petit chien », peut nous embarquer dans ce léger délire, cette petite blague. Elle propose diverses représentations de l'acteur en position du Pape Innocent X peint par Velasquez et repris ensuite par Francis Bacon ! L'artiste grave sur bois sa création et la duplique ensuite, sur tissu ou papier, par impression et encres. ■



## Galerie 3F Jean-Michel Faudemer

• Mercredi au samedi de 14 h à 19 h, vernissage le 4 février. Du 4 février au 6 mars. 58 rue des Trois Frères.

Jean-Michel Faudemer s'approprie sa galerie pour présenter sa *Magie du chaos*, antidote et espoir d'une vie meilleure, plus conviviale, plus sereine. Ses œuvres, composées de matériaux récupérés sur les plages grecques, déchets de notre société de consommation, restes du quotidien fabriqués par l'homme, remaniées par la nature, nous interrogent sur la nécessité impérieuse de revivre en harmonie avec cette nature. Ses collages sur carton ne restent pas dans l'aplat, s'apparentant ainsi à des bas-reliefs modernes boursoufflés par la chaleur du soleil, nouvelle texture malaxée aux formes variées, aux couleurs multiples. L'artiste s'appli-

que à créer des abstractions poétiques à partir de ces matériaux. Il s'intéresse à l'évolution du matériau, avec le souci de retrouver une certaine « magie » dans la composition. La pollution, la cupidité, le désespoir, le consumérisme, l'égoïsme contribuent au chaos. Jean-Michel Faudemer nous envoie un message fort pour nous sensibiliser sur l'importance du respect de cette nature que nous torturons par matérialisme. D'un monde nouveau, plus humaniste pourrait faire naître la beauté d'autres paysages. Au cours de l'exposition, une vente d'objets insolites, à forte connotation artistique, aura lieu lors d'une Broc'Art. ■



## Danse Gallotta aux Abbesses

Grâce à la sensualité de la danse, Jean-Claude Gallotta célèbre ce « fils de la mer, de la lumière et du soleil », l'écrivain Albert Camus, à travers son roman, sans doute le plus emblématique. Le chorégraphe et ses trois danseurs fétiches, Ximena Figueroa, Béatrice Warrant, Thierry Verger, nous entraînent dans le mystère du personnage de Meursault, sans le

résoudre. La scène vibre sous une lumière sombre, au rythme de l'affrontement entre instinct vital et instinct de mort. Les trois danseurs jouent tous les personnages, en alternance. La musique, composée pour cette création, par Antoine Strippoli, s'inspire tant de la musique orientale traditionnelle que du heavy metal et de l'électro.

Danse et littérature se répondent dans cette rhétorique de l'absurde, par de mystérieuses connexions poétiques. Théâtre des Abbesses, du 23 février au 5 mars, 31 rue des Abbesses

## Atelier d'écriture Slam

Samedi 20 février de 17 h à 23 h, atelier d'écriture et scène ouverte Slam. Animés par le collectif SLAM ô Féminin. De 17 h à 19 h : écrire et dire, en humaine compagnie ! 20 h : la scène est laissée à une slameuse ou un slameur invité(e). 20 h 45-23 h : scène ouverte.

Entrée libre. Le Petit Ney, 10 avenue de la Porte de Montmartre. Possibilité de dîner sur place.

## Spectacle Contes

Samedi 6 février de 19 h 30 à 22 h 30, contes et paroles libres avec le collectif « Contes à croquer ». De 19 h 30 à 20 h 15, scène ouverte animée par Martine Compagnon, Philippe Imbert et Violaine Robert. À 21 h, *Au bord du fleuve Congo*, Abdon Fortuné Koumbha Kaf présente une compilation de contes des pêcheurs du fleuve Congo. P. A. F. : 8 € et 6,50 € (adh.). Formule spectacle + 1 plat : 15 € et 12 € (adh.). Réserver au 01 42 62 00 00.

## Chanson Les Escrocs

Rappelez-vous : *Assedic, La Java du caniveau, Simone a la neige, Loukoum et camembert...* Des textes qui

claquaient, bourrés de jeux de mots, sur des thèmes engagés et des musiques fûtées. Bref de la bonne chanson française des années 2000, à écouter sans modération. Bonheur : le groupe, qui s'était séparé, célèbre ses retrouvailles le 25 février à 20 h 30. Centre musical FGO – Barbara, 1 rue de Fleury, 01 53 09 30 70.

## Théâtre Cynophiles au Pixel

Une victime déchiquetée, un médecin qui achève ses patients, un notable étrange, une chienne dressée et tout un petit monde qui s'enfonce dans l'absurde et la folie : voilà les ingrédients de cette pièce divertissante de François Mourelet. Une énigme policière entre comédie satirique, drame burlesque et polar noir à voir jusqu'au 8 avril. Théâtre Pixel, 18 rue Championnet, 01 42 54 00 92.

## Au secours de nos SDF. Pour des logements décentes rapidement

Le 18e du mois a reçu une copie de ce courrier adressé à Éric Lejoindre, maire du 18e. Ses rédactrices précisent qu'une pétition est en cours dans le quartier Clignancourt-Jules Joffrin.

Monsieur le Maire,  
Par ce courrier, je viens vous entretenir d'un problème pour lequel vous devez être concerné en tant que responsable de notre arrondissement, celui des SDF.

Je suis obligée de faire l'historique du projet de la maison relais qui avait été prévu dans le 18e. De 2002 à 2015, j'ai été conseillère du quartier Jules-Joffrin - Clignancourt et j'ai particulièrement œuvré dans la commission culture et solidarité. J'ai présenté en conseil de quartier public en 2006 un vœu pour l'implantation d'une maison relais pour SDF ; vœu voté au conseil d'arrondissement et voté ensuite par la mairie de Paris.

Un immeuble situé au 60 rue Championnet avait été préempté et l'association Aurore était chargée de la mise en place de la structure avec la SIEMP ; notre commission solidarité a réfléchi sur la mise en place d'ateliers divers avec différentes associations du quartier afin de participer à la vie future de ce lieu et ceci durant plusieurs mois. [...] Finalement ce lieu s'est vu attribué, d'après ce que j'ai pu savoir, à des femmes célibataires avec enfants - la mairie ne nous ayant jamais informés du changement d'affectation.

Ceci fait partie du passé. Revenons à aujourd'hui car néanmoins ce problème perdure.

Au 122 rue Caulaincourt et dans cette rue il y a quatre SDF permanents. L'un se tient devant la boulangerie « Le Grenier à pains », l'autre devant Naturalia, le 3e habite dans une tente devant le 7 de la rue de l'Abbé Patureau, et une femme âgée se tient devant la banque SG du 61 rue Custine ou un peu plus loin devant le CA 25 rue Custine.

Celui de la boulangerie, M. Si Bouazza Boucif dit Eric, a fait une demande de logement : dossier égaré avec sa carte d'électeur...

M. Pierre, vivant sous la tente, s'est vu attribuer une chambre dans un hôtel social, mais lorsqu'il s'est présenté à l'hôtel on la lui a refusée,

alors qu'il avait un contrat - pour quoi ?

En ce qui concerne les 2 autres, je n'ai pas réussi à obtenir encore des informations.

Je constate, en côtoyant M. Si Bouazza depuis plusieurs années (il est à la rue depuis 2010), que sa santé s'est très sérieusement dégradée et que des soins dentaires sont devenus urgents et qu'il a des problèmes cardiovasculaires. Ce dernier est tout à fait insérable : il est diplômé d'un DEFA et d'un DESS. Pas de problème d'alcool, ni de drogue.

Nous accueillons depuis plusieurs mois des réfugiés et cela honore notre pays : certains d'entre eux sont logés et les SDF vivant en France se sentent, à juste titre, oubliés.

Ne pourrait-on pas, Monsieur le Maire, prévoir dans notre 18e une nouvelle maison relais ?

Ayant été bénévole durant plusieurs années à l'association Emmaüs, j'ai appris que pour certains SDF (à la rue depuis plus de cinq ans), les maisons relais sont à privilégier. Cependant, pour d'autres, il faudrait accélérer le processus d'attribution de logement et éviter les hôtels sociaux coûteux aux contribuables et dont les patrons n'ont pas forcément une démarche solidaire vis-à-vis de cette population. Encore une remarque sur ce type d'hôtel, certains ne possèdent même pas de micro-ondes : les logés ne peuvent donc bénéficier ni de repas chauds ni de boissons chaudes.

Monsieur le Maire, nous faisons appel à votre sens du devoir en votre qualité de premier magistrat de notre arrondissement, pour régler au mieux et dans les meilleurs délais, (car le froid est là) ces terribles situations et inacceptables.

Nous vous prions d'accepter, Monsieur le Maire, nos respectueuses salutations.

Michèle Lassiaz  
Janine Gallois  
Monique Planque

## ICI Barbès, un mauvais coup

En ce week-end des 9 et 10 janvier, où la communauté musulmane a ouvert, avec une grande sagesse, ses mosquées, je me serais volontiers rendu à l'ICI-Barbès, prévu à l'angle des rues des Poissonniers et Polonceau. Hélas, cela n'a pas été le cas, ni cette année bien sûr, ni peut-être jamais. Je suggère que l'on rappelle ici pourquoi et pourquoi maintenant.

En plein été, la période préférée de certains politiques pour faire un mauvais coup, la maire de Paris, Mme Anne Hidalgo, a décidé de renoncer à ce projet conçu, négocié et préparé de longue date par la municipalité du 18e. Ni le conseil d'arrondissement, ni notre maire actuel, Eric Lejoindre, ni son prédécesseur, Daniel Vaillant, député et conseiller de Paris, ancien ministre de l'Intérieur et donc des Cultes, n'ont été consultés. A lire les propos de ce dernier dans vos colonnes (Le 18e du mois de septembre et d'octobre 2015), on comprend et on partage son amertume. Mais tenu par un légitime devoir de réserve, M. Vaillant ne peut naturellement en dire davantage.

Nous, en revanche, citoyens libres de tout engagement, nous pouvons, et nous devons dire toute notre colère, sans esprit partisan. En 2014, comme les deux tiers des électeurs du 18e et comme plus de 70% de ceux de la Goutte-d'Or, j'ai fait confiance en effet à Bertrand Delanoë en votant en faveur de Mme Hidalgo, via la liste de la gauche et des écologistes conduite chez nous par M. Lejoindre. Mais aujourd'hui, je suis d'autant plus triste et indigné par ce reniement honteux et ce mépris de la démocratie, sans parler... de la période particulièrement bien choisie pour accabler encore un peu plus nos concitoyens de confession musulmane.

Pendant ce temps, depuis l'innommable massacre du 13 novembre, Mme Hidalgo ne cesse de parader, dans son manteau de deuil, à la télévision, aux côtés du président de la République chaque fois que celui-ci accompagne - c'est son rôle - Angela Merkel, Barak Obama ou encore le président chinois et tant d'autres chefs d'Etats ou de gouvernement devant le Bataclan. Certes, Paris est la capitale de la France, mais ça suffit!

Jean-Louis Saux

## France terre d'asile

Suite à votre article sur l'affluence record à l'antenne de France terre d'asile (FTDA) rue Doudeauville, je vous fais part de quelques réflexions.

La situation était hélas prévisible et l'on ne voit pas comment cela pourrait s'améliorer. En effet, la nouvelle loi Asile, entrée en vigueur le 1er novembre 2015, a rendu obligatoire le passage des demandeurs d'asile par un seul pré-accueil à Paris, pour les demandeurs d'asile isolés, à savoir la plateforme FTDA. Auparavant ces personnes pouvaient être domiciliées dans huit associations agréées (dont la nôtre) sur Paris et se rendre ensuite en préfecture.

La loi a prévu un accueil en préfecture trois jours après le passage en pré-accueil, mais devant l'afflux, FTDA donne des rendez-vous pour passer au pré-accueil, et ce n'est qu'ensuite que les personnes obtiennent leur rendez-vous en préfecture. Leur domiciliation par FTDA (seul conventionné par l'Office français de l'immigration et de l'intégration) devant intervenir un mois après le passage en préfecture.

De ce fait les délais s'allongent, les personnes n'ont ni hébergement, ni couverture sociale et risquent d'être mises

ensuite pour leur demande d'asile en procédure accélérée [d'expulsion-NDLR] pour ne s'être pas présentées avant 120 jours, ce qui n'est nullement de leur fait !

Jean-Pierre Volklinger  
Président de Solidarité Jean Merlin

Aux lecteurs du 18e du mois,  
pour information

## Question ouverte à M. Caresche, député du 18e arrondissement

L'Etat devait récupérer au moins 15 milliards d'euros d'évasion fiscale pratiquée par les entreprises, grâce à divers montages, légaux mais abusifs, pour échapper à l'impôt.

Pour ce faire, l'amendement 340 du projet de loi de finances rectificative a été adopté en première lecture le 4 décembre 2015. En deuxième lecture, le 15 décembre, vers 1 heure du matin, sur 577 députés, 52 étaient présents et le vote a été à nouveau en faveur de la transparence.

Christian Eckert, ministre du Budget, suite à ce succès pour la transparence, a décidé d'un nouveau vote. 40 minutes plus tard, après le départ de certains et l'arrivée de nouveaux députés, il ne restait plus que 45 députés présents : 25 ont voté contre la transparence fiscale et 21 pour. Certains ont voté contre, après avoir voté pour et l'amendement est refusé.

Sur les 21 pour la transparence, 13 étaient socialistes. Sur les 25 contre, 20 étaient socialistes. M. Christophe Caresche, député du 18e arrondissement de Paris, vous étiez de ces derniers.

M. le député, il est de mon devoir de citoyenne de vous demander ce qui a justifié une telle procédure.

Quelles motivations profondes vous ont poussé à voter contre l'intérêt de l'Etat.

Edda Kozul-Tardieu

## Vous voulez nous soutenir ? Abonnez-vous !

Téléchargez un bulletin d'abonnement  
sur [18dumois.info](http://18dumois.info)

## PETITES ANNONCES

■ Le livre de Paul Désalmand « Écrivez-moi ou je vous tue », peut être commandé sur le site [thebookedition.com](http://thebookedition.com) (8 €)

TARIF DES PETITES ANNONCES :  
• Deux annonces gratuites par an (jusqu'à 240 signes) pour les associations abonnées. (Si l'association est abonnée sous le nom de son président, prière de nous le signaler.)  
• Pour les autres annonceurs (particuliers, commerçants, associations non abonnées), 15 € jusqu'à 240 signes. • Au delà de 240 signes et jusqu'à 480 signes, 15 € supplémentaires.

# 18e Reportage Chez les pompiers de la caserne Carpeaux

## Quand chaque seconde compte

**H**onneur et patrie, discipline et Dévouement : c'est la devise des pompiers de la 9e Compagnie d'incendie et de secours de Paris basée au Centre de secours Montmartre, dans les murs de la caserne Carpeaux. Ils s'y relaient au rythme de 120 gardes de 24 heures par an. Chaque jour, ils effectuent en moyenne une trentaine d'interventions, en majorité pour secourir les victimes d'accidents ou d'urgences médicales, mais aussi bien sûr pour lutter contre les incendies. Un travail qui exige une équipe soudée, que symbolisent chaque matin les poignées de main entre chacun des membres de la garde, par laquelle ils entament leur journée de garde.

Chaque jour aussi, tous les éléments essentiels du matériel sont vérifiés un à un (joints des tuyaux, échelles, équipement des véhicules de secours aux victimes...) : tout doit être fin prêt au moment de l'urgence. Entre deux interventions, les pompiers continuent de s'entraîner. On les rencontre souvent, en tenue de sport, courant en groupe dans les rues autour de la caserne. Mais le « test de la planche » se pratique en salle : il faut sauter pour agripper en hauteur le bord de la planche, puis se hisser dessus à la seule force des bras, tout cela dans la lourde tenue de feu.

MOF

Reportage photo : Joseph Banderet



Chaque matin, les sapeurs pompiers qui prennent la garde se serrent tous la main.



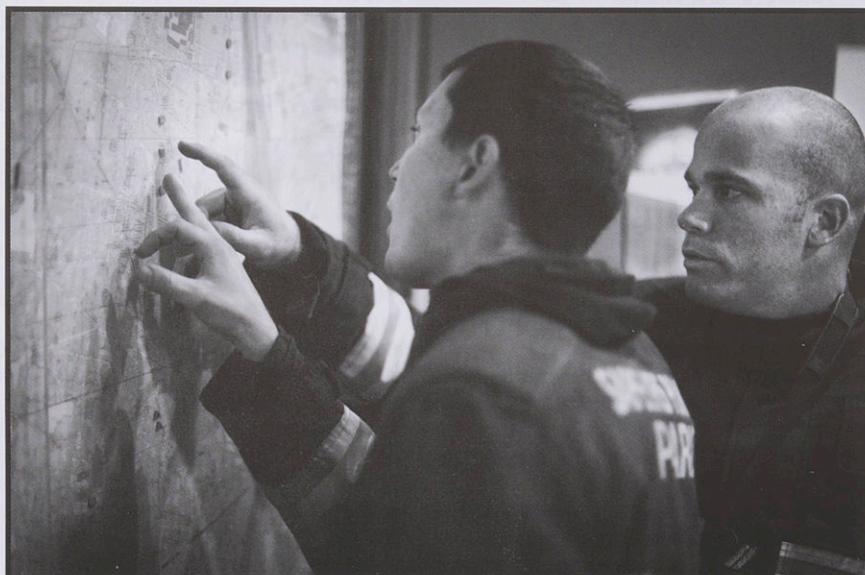
Au centre, le capitaine Clerbout, qui commande la 9ème compagnie.



Au rassemblement pour les morts au feu, le lundi matin, tous sont en tenue de feu, vêtements ignifugés et casque.



Tous doivent réussir le test de la planche en se hissant à 2,40 m du sol à la seule force des bras.



Avant de partir, il faut repérer, sur les cartes du piquet de garde, non seulement le lieu d'intervention, mais toutes les bouches d'eau disponibles à proximité.

# 18e Les gens

Il officie depuis 40 ans comme opérateur de station-service, rue Custine. Et il n'est pas près de s'arrêter.

## Bachir Ibrir, l'essence du 18e

©Joseph Banderet

**V**oilà, mon fils ! » C'est par ces mots que Bachir Ibrir conclut presque tous les pleins d'essence qu'il effectue. Le tout accompagné d'un tutoiement de rigueur. Les clients ont pris le pli et n'hésitent pas à l'appeler « papi ». Pas de quoi faire perdre à Bachir son légendaire sourire aux yeux plissés, même s'il préfère ne pas dévoiler son âge.

Le nombre de saisons passées au 48 bis rue Custine en tant qu'opérateur de station-service, il le donne, en revanche, avec fierté. 40 ans qu'il officie ! Mais se ranger des voitures, il ne veut pas en entendre parler. « Pour le moment, je n'ai pas l'intention de partir. J'ai peur de m'ennuyer et de mourir. J'en ai vu, des gens qui se sont arrêtés et qui, deux ans après, clamaient. »

### 72 h par semaine !

Bachir adore son métier. Il s'occupe « de la pompe et du parking ». Cela lui laisse « le temps de parler, de rigoler et de draguer : mes plus grandes sorties côté nanas, ça a été ici », glisse-t-il d'un air espiègle, avant de livrer le manuel de la relation humaine : « Il faut aller vers les gens et savoir leur parler, avoir toujours le sourire et de l'humour. » Bien sûr, parfois, il faut aussi accélérer le rythme, lorsque trois personnes attendent leur plein d'essence, une quatrième veut laver sa voiture, et une cinquième garer son engin. Les heures de pointe, c'est entre 8 h et 9 h 30 le matin, puis entre 13 h et 15 h. Le reste du temps, c'est plus calme.

Rien à voir avec le rythme d'enfer qu'il a connu à ses débuts. C'était en 1976, lorsque cet immigré algérien est arrivé dans le 18e. Débarqué en France en 1957 pour rejoindre sa mère, à l'âge de 17 ans, il travaille d'abord pendant cinq ans dans l'usine des Docks rémois à Pantin, comme rappel-pointeur, avant d'être embauché comme graisseur de voitures dans un garage de Bobigny. Un poste qu'il gardera pendant sept ans, jusqu'à ce que son employeur fasse faillite. « J'ai mis trois semaines à retrouver du travail, se souvient Bachir. C'était le plein-emploi à l'époque. J'ai finalement choisi de bosser dans le 18e. » Son rôle, à l'époque, était déjà le même qu'aujourd'hui. Sauf qu'il travaillait 72 heures par semaine.

De ce rythme insensé, Bachir, père de trois garçons qui vit dans un pavillon du Bourget (Seine-Saint-Denis), refuse de se plaindre. Tout comme de ses conditions de travail. Ne jamais s'asseoir sauf en fin de journée, à l'heure des comptes ?



« C'est ce qui me permet de tenir debout ! » La dureté de l'hiver, comme ce jour de début janvier où nous le rencontrons ? « Je suis habitué et je suis toujours bien couvert. Je ne sens pas le froid. »

### La Rolls de Dalida

Le pompiste préfère raconter les rencontres qu'il a faites depuis 40 ans. Celles avec de célèbres artistes et habitants du quartier, comme les comédiens Patrick Timsit, Fabrice Lucchini et Jean-François Balmer, l'accordéoniste André Verchuren

### On était tous pauvres mais heureux avec le peu qu'on avait.

ou la chanteuse Dalida qui garait sa Rolls, « un jour ça allait bien, l'autre mal ». Mais son quotidien, ce sont surtout tous ces anonymes. Les habitués, qui viennent depuis parfois 30 ans, et avec lesquels il a créé des liens d'amitié. Et aussi tous les touristes qui déboulent les jours fériés, un peu paumés et en rade d'essence, découvrant par miracle cette station-service plantée à proximité du Sacré-Cœur.

Cette clientèle de passage, qui offre parfois de généreux pourboires, c'est ce qui permet au garage

Custine Automobiles de perdurer. Car comment résister face aux stations des grandes surfaces ? L'atelier de réparation a dû fermer il y a quelques années, faute de clients, et les employés, aujourd'hui au nombre de cinq, sont de moins en moins nombreux. Le patron, Jean-Philippe Vivien, cherche à vendre les locaux. Bref, Custine Automobiles plie mais ne rompt pas. Pour combien de temps encore ?

La fin du match a failli être sifflée le 23 février 2010. Ce jour-là, à la suite d'un incident mécanique dans l'atelier, un départ de feu survient. Bachir et deux de ses collègues, Fred et Madali, évitent la catastrophe en vidant une vingtaine d'extincteurs dans les flammes, jusqu'à l'arrivée des pompiers. Ils seront tous les trois décorés de la médaille de la Ville de Paris pour acte de bravoure. Le garage renaîtra de ses cendres, même si le sol et les plafonds, au teint grisonnant, ont gardé des stigmates de l'accident.

### Une enfance près d'Oran

Bachir et Custine Automobiles ne sont pas immortels. Mais ils font partie de cette zone de la rue Custine, juste avant l'entame de la plus bourgeoise rue Cau-

lincourt, où les commerces et la vie semblent immuables. En prenant rendez-vous avec le pompiste, on s'attendait à le voir décrire un 18e aujourd'hui disparu. Il n'en est rien. « Ce quartier a toujours été sympa. Les commerces sont restés, ce sont juste les propriétaires qui ont changé. Ici, les habitants sont modestes et l'atmosphère est familiale. On se respecte, contrairement à d'autres endroits. Si on est préservé, c'est peut-être parce que les gens se connaissent depuis longtemps. En fait, la seule chose que je regrette, c'est ma jeunesse ! »

Son enfance, il l'a passée à Telagh, dans le département d'Oran, la ville où est né aussi son oncle, le champion olympique Alain Mimoun. Un quotidien bercé par les matchs de foot, avant son départ pour la France, certificat d'études en poche. « Là-bas, trois communautés vivaient dans une harmonie totale, retrace-t-il. Il y avait les musulmans, les juifs et les Français. On était tous pauvres mais heureux avec le peu qu'on avait. » La décennie sanglante des années 1990 en Algérie l'a profondément marqué, tout comme les attentats du mois de novembre à Paris. « Il y a beaucoup d'éducation à prodiguer pour que les gens vivent ensemble, souffle le pompiste. Ce monde est fou. Ce qui le sauvera, c'est l'union et la tolérance. » Et peut-être aussi des anonymes comme Bachir qui, demain, se tiendra debout, fidèle au poste, au 48 bis rue Custine.

Florian Gaudin-Winer